

Pierre Morel

**Immigration choisie**

*Témoignalyse*

**Éditions Weisaj**

Collection Croquignoles



## Immigration choisie

Révision, maquette, couverture : Éditions Peisaj

Photo de couverture : *Welsb-Patagonians leaving Liverpool for Canada on Allan R.M.S. Numidian, 12 June 1902* (« Gallois de Patagonie quittant Liverpool pour le Canada sur le R.M.S. Numidian de la compagnie Allan, 12 juin 1902 »), Bibliothèque et Archives Canada/C-037613

© Éditions Peisaj  
1450, rue Cabana  
Sherbrooke QC  
Canada J1K 2N1  
Tél. : (1) 514 814 6167  
Courriel : [peisaj@ymail.com](mailto:peisaj@ymail.com)  
<http://peisaj.ca>

Tous droits réservés  
Produit au Canada  
Dépôt légal, 1<sup>er</sup> trimestre 2021  
ISBN 9782981483072  
Cet ouvrage a fait l'objet d'une première édition papier sous le nom d'auteur Pierre Auguste et sous l'ISBN 9782981198747 en 2011

# **Immigration choisie**

*Témoignalyse*

**Pierre Morel**

*Témoignalyse* : mot formé à partir de *témoignage* et d'*analyse*. Ce texte est d'abord un témoignage d'un parcours d'immigration particulier, et en ce sens il ne concerne qu'un individu, mais il est aussi une analyse de ce qui est vécu et ressenti par cet individu, et à ce titre il intéresse toutes celles et tous ceux qui s'interrogent sur l'immigration, ses formes et ses conséquences, au Québec, au Canada, et en général.

## IMMIGRATION CHOISIE... PAR QUI ?

Il y a dans mon titre une ambiguïté. Celui ou celle qui utilise l'expression d' « immigration choisie » fait généralement référence à la possibilité, au droit diront certains (et même au devoir, ajouteront d'autres) qu'a un pays ou une province d'effectuer une sélection correspondant à ses intérêts ou ses besoins parmi les candidats à l'immigration. Il s'agit là du débat qui agite de nombreux pays d'Europe sur l'opposition *immigration choisie / immigration subie*.

Or ce dont il est question ici est exactement l'inverse. Le choix n'est pas celui des États mais celui des individus. Je m'intéresse en effet à la situation des gens qui – comme je l'ai fait moi-même – ont choisi leur pays d'émigration. Quand j'emploie l'expression « immigration choisie » il faut donc comprendre « choisie par moi ».

Hors de tout contexte d'exil forcé, qu'est-ce donc que la migration ? Si l'on se limite à l'essentiel, il s'agit d'un processus relativement simple : la migration est le fait de quitter un endroit A où l'on habite pour se fixer dans un endroit B qui sera désormais le lieu d'établissement, étant entendu que A et B ne sont pas situés dans le même pays (ou ce qui est ressenti comme tel). Ce déplacement a évidemment un coût, qui est matériel mais aussi social, intellectuel, spirituel, etc. La migration sera d'autant plus complexe que les différences entre A et B seront plus grandes. À cet égard, l'élément le plus « spectaculaire » du coût migratoire est peut-être l'éventuel changement de langue, souvent présenté comme l'une des difficultés majeures que le migrant sera amené à affronter. Toutefois la généralisation de l'anglais, ou d'un usage rudimentaire de cette langue, dans tous les systèmes d'enseignement est un facteur qui accroît considérablement les possibilités de migration.

Notons également que la situation actuelle n'a rien à voir avec ce qu'elle pouvait être il y a seulement quelques dizaines d'années. De nos jours, les voyages sont fréquents, rapides, accessibles, les moyens de communication sont

multiples et très efficaces, et l'anecdote de l'oncle Jules parti à l'aventure et dont on n'entend plus parler pendant trente ans relève du folklore. Certes, l'actualité n'a que trop d'occasions de nous présenter des migrants qu'une situation de détresse, des malheurs terribles, la guerre, la dictature, le désespoir économique, ont jeté sur les routes dans l'espoir de trouver une terre où ils pourraient survivre. De tels cas se rencontrent hélas trop souvent mais, fort heureusement, ils sont loin d'être la règle. L'émigration est devenue une alternative que de plus en plus de personnes envisagent comme une solution acceptable à leurs difficultés. D'ailleurs, dans certains pays (dans beaucoup de pays), tout jeune est un candidat potentiel à l'émigration et il y a bien longtemps que le choix des diplômés préparés se fait en fonction des perspectives d'emploi à l'étranger qu'ils ouvrent. Les arrivants sont de moins en moins de jeunes aventuriers en quête de fortune ou en rupture de ban et de plus en plus des diplômés ambitieux ou des familles attirées par des conditions de vie meilleures que celles de leur pays d'origine.

Beaucoup d'immigrants ne sont donc ni des fugitifs, ni des naufragés ni des rescapés. Du moins

est-ce le cas de la majorité de ceux qui se trouvent au Québec, dont la plupart ont émigré de manière tout à fait consciente et délibérée.

Que constate-t-on en effet si l'on consulte les statistiques d'immigration au Québec pour les dernières années ? Algériens, Marocains, Français, dans cet ordre ou dans un ordre différent, se retrouvent régulièrement aux trois ou quatre premières places des contingents d'immigrants. Il est certain que la situation en Algérie ou au Maroc n'est pas toujours enviable (encore que les personnes qui émigrent au Canada ne soient généralement pas les plus à plaindre) mais ce n'est certainement pas le désespoir qui pousse les Français vers le Québec. Peut-être quittent-ils un pays gangrené par des siècles de copinage et d'acoquinerie, viscéralement inégalitaire, raciste et, de plus, déprimant, mais ils le font de leur propre chef, sans que rien ni personne ne les y contraigne. Quant au choix de leur pays d'émigration, il est le résultat d'une longue réflexion et de minutieuses comparaisons entre les diverses destinations possibles et il ne doit rien au hasard.

Car dans le monde entier des millions de jeunes et de moins jeunes qui souhaitent partir se

demandent aujourd'hui quelle est la destination la plus aisée à atteindre et la plus profitable. Cette destination peut n'être pas toujours définitive : beaucoup de Maghrébins ou d'originaires d'Afrique sub-saharienne viennent au Québec après avoir été déçus par la France ; de même ai-je pu constater en bavardant avec des étudiantes en francisation d'origine philippine que plusieurs avaient déjà séjourné dans d'autres pays. À l'inverse, tout le monde sait qu'un très grand nombre d'immigrants dépose un dossier d'immigration auprès des autorités québécoises (parce que la procédure est considérée comme plus facile) avec l'intention de se diriger vers l'Ontario, la Colombie-britannique ou ailleurs dès l'obtention de la résidence permanente.

Par suite, il existe une sorte de « marché » des pays d'accueil sur lequel le Québec se situe à l'heure actuelle en bonne place. L'Amérique n'est-elle pas depuis le *Mayflower* une terre d'immigration ? et le Québec ne se présente-t-il pas volontiers comme l'Amérique en français ?

C'est le récit d'un émigrant tardif que je vous invite à suivre ici.

## Un témoignage

Au départ, on peut parler en ce qui me concerne d'un véritable « coup de foudre » pour le Québec. Je me rappelle très bien mon premier voyage. C'était pour participer au 6ème congrès de la Fédération internationale des professeurs de français qui s'est tenu à Québec en 1984. J'habitais alors au Mexique ; la situation dans ce pays n'était pas ce qu'elle est devenue depuis mais déjà elle se caractérisait par une insécurité et une corruption omniprésentes : les agressions étaient courantes et souvent violentes, la vigilance était de mise, partout et toujours. En comparaison, le Québec m'est évidemment apparu comme un lieu paisible où les relations entre les gens étaient beaucoup moins tendues qu'elles ne peuvent l'être ailleurs (y compris en France). C'est un point qui n'est peut-être pas perceptible aux Québécois mais que les étrangers apprécient immédiatement. J'ouvre par hasard, au moment où j'écris ce texte, un journal roumain\* publié à Laval et j'y trouve un entretien avec une journaliste rentrée en Roumanie pour des raisons personnelles après plusieurs années de

---

\* *Impact* 25/02/2011, p. 9 « De vorbă cu Simona Catrina » (« Entretien avec Simona Catrina »). *Je traduis.*

séjour au Canada:

« Qu'est-ce qui te manque le plus par rapport au Canada ? lui demande son intervieweur.

- La sensation de sécurité, à tous les points de vue. Concrètement, ce qui me manque c'est... l'absence de bureaucratie. Ce qui me manque, c'est l'absence de corruption. Ce qui me manque c'est toutes sortes... d'absences de, qui sont une bénédiction du système canadien. »

En un mot une vraie liberté. Ajoutons-y des odeurs, des couleurs, le plaisir des mots, et puis l'espace, ce grand luxe américain, dans les maisons, dans la rue, dans le ciel.

Mon opinion était faite : c'était là qu'il fallait vivre.

Cette qualité de vie qui existe au Québec et au Canada est probablement leur plus grand atout sur le marché de la migration. On considère souvent que ce sont des raisons économiques qui poussent les gens à émigrer. Pourtant beaucoup d'immigrants avaient dans leur pays d'origine un statut et un niveau de vie supérieurs à celui qu'ils ont au Québec. L'argent n'est pas tout, loin de là : sans y être à proprement forcés, les immigrants fuient avant tout l'insécurité et la violence sous toutes leurs formes, d'État, économique, policière,

religieuse, culturelle, à travers la corruption, etc. Ils souhaitent également – c'est un point qui revient comme un leitmotiv chez la plupart des immigrants – que leurs enfants puissent bénéficier d'une éducation de qualité qui leur permette d'accéder normalement à un marché du travail égalitaire et rémunérateur.

Mais le Québec est-il le bon choix ? Au bout de plus de dix ans de séjour plus ou moins continu, je ne peux m'empêcher de me poser la question : ne me serais-je pas trompé d'histoire d'amour ?

Je ne parle pas de la première crise : vous savez on arrive dans un nouveau pays, pendant trois mois tout est beau, puis il y a une période de déception profonde et enfin on s'habitue, on s'intègre, on commence vraiment sa nouvelle vie. Non, je parle de cette nouvelle vie justement, après plusieurs années, on fait le bilan et on s'interroge.

Sur quoi ? Par exemple sur :

- le racisme,
- la langue,
- la souveraineté,
- l'Histoire,
- le travail,
- rester ou partir ?

## RACISTES, LES QUÉBÉCOIS ?

« Maudit Français »

Quand on souhaite faire le bilan d'une démarche d'immigration, c'est naturellement la première question qui vient à l'esprit : « Vous êtes-vous jamais trouvé en butte à des attitudes racistes de la part de Québécois ou de Canadiens ? »

La question doit être posée mais elle n'a à l'évidence qu'une pertinence limitée dans mon cas particulier. Le racisme est la présupposition de certaines qualités ou, le plus souvent, de certains défauts sur la base d'une appartenance à un groupe déterminé, qu'il s'agisse d'un groupe de couleur (le terme même de *race* étant, on le sait, inapproprié), d'âge, de sexe, d'origine géographique ou sociale, de langue... Son mécanisme est simple et se réduit à un équivalence brutale : « Tous les (Noirs, Blancs, femmes, jeunes, Allemands...) sont... » « Que

Dreyfus est capable de trahir, je le conclus de sa race », écrit ainsi en 1902 Maurice Barrès, écrivain nationaliste français, à propos de l'affaire Dreyfus, qui vit le capitaine du même nom injustement condamné pour trahison du fait de son appartenance religieuse.

Bien sûr, ce phénomène vise les personnes extérieures au groupe dont fait partie celui ou celle qui porte le jugement. Or, s'agissant des immigrés, par définition tous allogènes, il faut tenir compte du fait qu'il en existe plusieurs types, plus ou moins identifiables et donc plus ou moins susceptibles d'être victimes de racisme spontané. Il se trouve que je possède la plupart des caractéristiques du Québécois moyen, notamment la couleur de peau et le patronyme, ce qui me rend en quelque sorte peu visible. D'autre part, je viens d'un pays riche, mon immigration est volontaire, et donc je ne me sens pas particulièrement fragilisé, ce qui en soi excite souvent les racistes qui sont eux-mêmes des personnes manquant de confiance en elles-mêmes.

Pourtant... la situation change dès que j'ouvre la bouche, mon accent me dénonce – je suis FRANÇAIS, impossible de le dissimuler – et me désigne comme cible de toute une série de préjugés profondément enracinés.

Et ?

Comme tout le monde, j'ai souvent entendu évoquer le fond anti-Français traditionnel existant chez les Québécois. Il apparaît parfois dans l'actualité, et régulièrement dans la littérature ou la presse. Pourtant, en plus de dix ans de séjour, je dois reconnaître que jamais je ne me suis entendu traiter de « maudit Français ». Il a pu arriver que je perçoive la réaction de rejet de tel ou tel interlocuteur me demandant d'un ton suspicieux « Vous n'êtes pas d'ici vous ? » et que je prévoie la réponse négative qui sera inmanquablement faite à ma demande, mais ce n'est arrivé que rarement et cela reste tout à fait négligeable. À l'inverse, il est tout aussi probable que j'aie pu bénéficier dans certaines occasions de réactions positives qui n'avaient rien de mérité puisqu'elles ne tenaient qu'à ma seule origine.

Rien à signaler, donc... Il est vrai que cette absence de manifestations dépréciatives peut également être due au fait que j'habite une zone multiculturelle de Montréal, où il est clair que les (rares) Québécois ne sont pas en position de claironner leurs préjugés. Mais le constat reste là.

## Maria Chape-de-haine

Il m'est pourtant arrivé d'être l'objet, du fait de ma condition d'étranger, d'une agression caractérisée, verbale mais très violente, et dans un lieu tout à fait inattendu : *Revenu Québec*, où je venais me faire ouvrir un compte pour le paiement des taxes (IPS, TVQ, TVH) dues au titre d'une société que je venais de créer.

C'est une dame qui m'a reçu, la cinquantaine probable, ne manifestant *a priori* aucun signe de nervosité ni d'implication particulière dans ce qui devait être notre relation de trente minutes.

La haine – car comment la nommer autrement ? – a éclaté brusquement dès qu'elle a compris (au premier mot que j'ai prononcé) que je n'étais pas Québécois.

« Mais vous ne vous rendez pas compte qu'on en a assez de vous ? » s'est-elle exclamé brusquement. Elle criait presque. Moi, j'étais stupéfait, me demandant si j'avais bien entendu, ne saisissant pas la raison d'une telle violence. M'étais-je rendu involontairement coupable d'une impolitesse ? D'un geste insultant ? Lequel ? Comment ?

« On est tannés de vous ! – continuait-elle –

Vous n'avez donc jamais entendu parler du seuil de tolérance ? »

Comment raconter une scène aussi insensée ?

La suite ne fut qu'une succession d'insultes et de provocations.

Madame *Revenu Québec* s'en est particulièrement prise à ma femme. Nous ne sommes pas mariés au Québec et, pour des raisons qui tiennent à la fois de la législation locale et de notre situation à tous deux, elle a pris mon nom lors du mariage, ce qui a eu le don de mettre hors d'elle mon interlocutrice.

« C'est une personne malhonnête, à qui l'on ne peut pas faire confiance ! » me répétait-elle comme une litanie, reprenant sans arrêt et toujours la même phrase, s'acharnant, telle ces personnes prises de démente qui semblent n'avoir plus qu'une seule pensée qu'elles ressassent inlassablement.

Mais elle n'était pas folle. La méchanceté peut être perspicace : elle avait compris que ce point particulier me blessait profondément et s'en donnait à cœur joie.

Elle a ensuite découvert que mon nom figurait sur un de mes documents d'identité avec une initiale de deuxième prénom qui ne figure pas sur ma carte d'assurance maladie. Elle a alors eu une

jubilation mauvaise :

« Au moment de toucher une pension vous ne toucherez rien, m'a-t-elle dit. Et c'est normal, c'est très bien, parce que vous n'avez pas payé, c'est entièrement normal que vous ne touchiez rien du tout. Et votre femme non plus ne touchera rien du tout, ajouta-t-elle avec un rire haineux. Ce n'est pas vous qui avez défriché ces terres. Vous êtes seulement venus ici pour profiter du système de santé et pour vous faire soigner ! » (sur ce point, je ne veux pas me montrer cruel ou mauvais joueur mais avancer que j'aurais quitté la France pour le Québec afin de profiter d'une meilleure prise en charge médicale a de quoi faire franchement sourire).

### **La fêlure**

Inutile de poursuivre ce récit, la suite fut à l'avenant et le détail est peu important. Restent avant tout le rejet absolu affiché sur un visage révolté, les insultes crachées, la peur terrible d'une pauvre vieille femme perdue dans un monde qui la dépasse. Rarement ai-je vu à ce point une personne qui exhalait la haine, la vraie, celle qui ne peut pas trouver de limite à sa propre satisfaction, celle qui

exige la destruction complète de l'autre. Vieux réflexe professionnel, je n'ai pu m'empêcher de songer aux imprécations de Camille contre les Romains dans *Horace*, la pièce de Corneille :

Voir le dernier Romain à son dernier soupir  
Moi seule en être cause, et mourir de plaisir.  
(IV, 5)

Sans doute est-ce là le sentiment que madame *Revenu Québec* éprouvait à cet instant, mais, hélas, ceci n'est pas de la littérature.

Bien sûr, et pour employer une formule convenue, je me dois d'ajouter qu'il s'agit là d'un cas isolé et que je me garderai bien de toute forme de généralisation. Je le dirai d'autant plus sincèrement qu'il m'est arrivé à plusieurs reprises de m'adresser aux services de *Revenu Québec* et que j'y ai toujours été reçu avec beaucoup d'affabilité. Je dois aussi relever qu'il n'est pas à proprement parler question ici de racisme : aucune allusion à mon origine ethnique, nationale... La réaction négative n'a pas été provoquée par mon appartenance à un groupe particulier, elle est due uniquement au fait que je sois étranger. Elle est une pure expression de refus vis-à-vis de ce qui est perçu comme un danger.

Cela ne signifie pas pour autant que l'incident soit sans importance, ne serait-ce que parce qu'il m'a ouvert les yeux sur ce que certains doivent endurer, car je crains fort que ce que j'ai connu exceptionnellement ne soit vécu assez fréquemment par d'autres.

Cet épisode m'a aussi inspiré quelques réflexions que je vous invite à partager avec moi.

La première, sur laquelle je ne m'attarderai pas, porte sur l'impunité dont savent ou croient pouvoir bénéficier les fonctionnaires dans certains services. Sont-ils pourtant au-dessus des lois ? Mais passons... il y a plus intéressant.

Le désir d'intégration est très fort chez les immigrants, dont les préjugés sur le pays où ils ont souhaité s'établir sont *a priori* favorables. Pour eux, la migration représente la chance d'une vie nouvelle. Qui n'a jamais rêvé de recommencer sa vie ? Mais ce désir est fragile. Toute rebuffade risque de lui être fatal, d'autant plus que l'arrivant attend souvent des Québécois qu'ils soient parfaits. Hyper-sensibilisé et sans expérience suffisante, l'immigrant réagira d'autant plus vivement face à une manifestation négative.

Le premier danger de ce type d'attitude est

donc de rompre un lien de solidarité qui ne demandait qu'à se créer ou se renforcer. Tout à coup on se demande si, de fait, on ne s'est pas trompé de pays, et, si l'expérience se répète, la bonne volonté intégrative initiale risque rapidement de laisser place à des stratégies d'isolement, voire de calcul, plutôt que de collaboration. Or, pour certains, elle se répète tous les jours, car un seul regard peut vous renvoyer sans appel à votre Tlemcen, votre Kaolack ou votre Kunming natal.

Il y a pire. L'attitude la plus simple à adopter lorsqu'on est confronté à un préjugé c'est de s'y conformer : c'est ce que l'on appelle *l'effet Pygmalion*. Ce phénomène a particulièrement été observé dans le domaine de la pédagogie : il consiste pour une personne à répondre aux attentes que l'on a vis-à-vis d'elle. Vous amenez par exemple un nouvel élève dans une classe en prévenant les enseignants que, bien qu'il paraisse banal, c'est un élève excellent. Bien entendu cette remarque ne se fonde sur rien, l'élève étant ordinaire, et pourtant il s'avérera le plus souvent que ses résultats seront très bons. L'annonce crée en effet chez les enseignants une sorte de grille d'interprétation, de filtre, qui fera qu'ils retiendront de manière

privéligiée tous les éléments positifs et auront tendance à minimiser les résultats négatifs (sans doute l'élève était-il fatigué, perturbé...). Parallèlement, l'élève lui-même sera sensible à cette attente et à cet intérêt et il aura tendance à répondre dans le sens que l'on attend de lui, c'est-à-dire à fournir des performances répondant aux espérances des enseignants. Au bout du compte, ce à quoi l'on s'attend se réalise. Imaginez à présent que vous soyez un jeune Français d'origine maghrébine vivant dans une banlieue d'une grande ville. La plupart des médias, une partie de la classe politique, vous désignent à longueur d'année comme responsable de l'insécurité, du terrorisme, du sexisme, des trafics de drogue, de l'échec scolaire, de l'incivilité généralisée, etc. Du coup vous êtes rejeté, on vous regarde avec méfiance, vous pouvez être contrôlé par la police jusqu'à dix fois par jour ou plus, vous ne trouvez pas de travail, bref on arrive à une situation où vous êtes puni avant même d'être coupable de quoi que ce soit. Quelle peut être dans de telles conditions la réaction la plus logique du point de vue non pas social mais purement humain, psychologique ? Elle est tout simplement de vous conduire effectivement comme l'environnement suppose que

vous vous conduisez. Si tout le monde croit que je fais partie d'un gang de rue, si tout le monde – à commencer par les représentants de l'autorité publique – agit avec moi comme si je faisais partie d'un gang de rue, la meilleure solution est pour moi d'en faire effectivement partie ! On a créé un cercle vicieux dont il est très difficile de sortir, les préjugés ne faisant alors que se renforcer.

Dans le cas d'immigrants européens (pour employer un terme commode) qui se sentiraient pris dans ce piège, il leur est aisé de penser que leurs enfants, s'ils sont blancs, une fois élevés à l'école québécoise, échapperont à cette stigmatisation. Mais, pour ceux qui appartiennent à des minorités de couleur, celle-ci risque fort de toucher leurs enfants autant qu'eux, car la scolarisation ne les sortira pas de la minorité. La discrimination sera ressentie alors comme d'autant plus injustifiée.

De fait, je n'ose imaginer comment je réagis si je me trouvais régulièrement dans une situation telle que celle que je viens de décrire. Sans aucun doute ma première réaction, instinctive, a été d'éprouver un fort sentiment d'hostilité. Le moins que l'on puisse faire est de souhaiter que le pire des malheurs arrive à la personne qui vous traite ainsi. Comment en effet ne pas trouver la situation

injuste ? Je suis entré légalement au Canada, en respectant à la lettre toutes les procédures qui m'ont été imposées, en payant consciencieusement tous les frais qui étaient exigés, en attendant patiemment des réponses qui tardaient des mois. J'ai tout accepté, même si ces différentes formalités m'ont parfois contraint à traiter avec des intermédiaires locaux (je parle ici d'intermédiaires officiels, et non des innombrables « conseillers » qui proposent contre rémunération leurs services aux candidats à l'émigration) rapaces ou abusivement autoritaires. Peut-être vous direz-vous que tout cela c'est la faute au Canada et pas au Québec, mais le : « Moi y en a être pauvre petit Québécois pas responsable » est un peu facile... Pour nous, c'est la même farine et la même cuisine. Quoi qu'il en soit, maintenant je suis là. Depuis mon entrée au pays, je n'ai jamais bénéficié d'aucune prestation sociale, d'aucune aide d'aucune sorte, ni moi ni ma femme, je n'ai jamais contrevenu à aucune loi, alors j'estime que j'ai fait ma part du chemin. Au pays d'accueil – qui ne lésine pas dans nos pays d'origine sur les publicités vantant ses innombrables qualités – de faire la sienne.

## Quand la peur coupe les ailes

Bien des amis m'ont demandé pourquoi je n'avais pas déposé de réclamation contre cette conduite étonnante de la part d'un employé civil dans l'exercice de ses fonctions. À vrai dire, cela ne m'a pas effleuré l'esprit. Après tout cette dame était chez elle et elle avait le droit de s'exprimer. Sans doute, en tant que fonctionnaire, n'aurait-elle pas dû le faire, mais dans tous les pays il y a des fonctionnaires qui outrepassent leurs droits pour humilier les personnes qu'ils ont en face d'eux, et cela d'autant plus que le pays est sous-développé et le fonctionnariat surprotégé.

Et puis, au fond, je la comprenais, comme je la comprends toujours aujourd'hui, et surtout je la plaignais et je la plains encore. Je suis d'ailleurs persuadé que c'est parce qu'elle savait que je pouvais la comprendre qu'elle s'est adressée à moi de cette manière. Cela lui a permis de surmonter sa peur. J'imagine par quelles affres elle doit passer lorsqu'il lui faut répondre aux questions d'un Africain (« cannibale »), d'un Chinois (« fourbe et cruel ») ou d'une femme voilée (« au soutien-gorge bourré d'explosifs »). Je voyais bien aussi cette

pauvre *matante la haine* rentrant chez elle le soir tout émoustillée de sa pitoyable victoire d'une heure dans une guerre qu'elle a depuis longtemps perdue, se repassant la scène en imagination, se remémorant et se répétant intérieurement les phrases les plus insultantes, racontant à son chat ou à son hamster son fait d'armes, s'autorisant une gâterie pour se récompenser.

Car c'est bien la peur qui est la base du racisme, une peur panique devant l'inconnu. Celui qui n'a pas de repères moraux, qui n'a pas de notion raisonnée et acceptée de ce que peut être le respect de l'autre, ou, pire, dont les repères sont des repères d'exclusion et de condamnation de tout ce qui est différent, a des réactions en quelque sorte animales devant ce qui lui semble être une menace. Il n'est pas capable d'analyser la situation, encore moins de l'évaluer humainement, d'en saisir les tenants et les aboutissants et il ne peut que chercher à défendre ce qu'il pense être son territoire. C'est à peu près inévitable, et encore plus quand la société de consommation l'a, par calcul, persuadé que son plaisir et son intérêt devaient être ses seuls guides, en l'instrumentalisant sans lui permettre de prendre en considération la complexité des mécanismes de solidarité qui sont à

l'œuvre dans un groupe social.

La pauvre matante me faisait songer à un voyageur qui, descendant une rivière dans une frêle embarcation qu'il ne peut plus maîtriser, entend le bruit terrifiant de la chute d'eau vers laquelle le courant l'entraîne irrésistiblement. Pris de désespoir, il voudrait se jeter à l'eau et nager à contre-courant mais c'est impossible, le fleuve est trop puissant, il est trop tard. Sa rage et sa colère éclatent en vain. Au vrai, il n'a qu'une solution : apprendre à voler.

### **L'immigration, pourquoi ?**

Honnêtement, je me pose parfois la question du danger que l'immigration peut faire peser sur un pays comme le Québec. Au reste, le système d'immigration tel qu'il est pratiqué par les pays occidentaux fait preuve dans son ensemble d'une grande irresponsabilité. Au départ se trouve un souci de profit qui exige l'importation de main-d'œuvre. On va donc inciter des étrangers à quitter leur pays pour un eldorado illusoire. Une fois sur place on va les mépriser, les exploiter, se servir d'eux pour créer une tension sur le marché du travail (ce qui leur vaudra des inimitiés de leurs

collègues nationaux) mais, au bout du compte, ce sera pour leur donner la citoyenneté pleine et entière. Loin de moi l'idée qu'il faille leur refuser cette citoyenneté – qu'ils paient chèrement –, mais a-t-on imaginé que tout cela se passerait sans aucune difficulté d'aucune sorte ? Les rancœurs s'oublient-elles par la magie d'un serment ? Et un apport allogène aussi important peut-il se faire sans changer profondément la société d'accueil ?

À ce compte je suis moi-même le premier concerné, et j'en suis bien conscient. Moi aussi je fais peser un certain péril sur la société québécoise, qui doit si peu que ce soit évoluer pour pouvoir m'accepter tel que je suis. Il est vrai que je suis moins un facteur de changement que d'autres, à cause peut-être de ma couleur (qui me permet de me faire oublier), de mes sentiments religieux ou philosophiques, de ma profession, mais aussi très certainement de ma langue. Je ne suis donc pas demandeur d'accommodement particulier puisque je ne vois nulle part au Québec quoi que ce soit qui me soit insupportable. Je suis pourtant hétérogène mais, et quoi qu'en ait la matante, je suis dans le même bateau qu'elle. Nous sommes tous dans le même bateau. Et cela c'est d'abord *son* choix, qui n'a rien d'altruiste, avant d'être le nôtre.

C'est donc tous ensemble qu'il nous appartient de trouver une solution.

## « Maudits Québécois »

Existe-t-il chez les immigrés un racisme anti-Québécois ? En France, pays dont je continue à suivre assez régulièrement l'actualité, le racisme anti-Français (que certains analysent comme un « contre-racisme ») est devenu une réalité. Des insultes telles que « sale Céfran » (« Français » en verlan, procédé qui consiste à intervertir les syllabes) ou « face de craie » sont entrées dans le vocabulaire. De même a-t-on vu se répandre l'utilisation du terme « souchien », intéressant du point de vue de la langue puisqu'il représente un jeu de mots plutôt réussi qui part de l'expression « Français de souche » pour aboutir à l'insulte « sous-chien » (le chien étant considéré comme un animal servile et, de plus, impur chez les Musulmans orthodoxes).

De tels phénomènes de rejet existent-ils au Québec ? Dans mon expérience, que je sais très lacunaire, je n'ai jamais rien rencontré de tel, et c'est heureux. Toutefois je n'ai jamais rencontré non plus beaucoup d'estime, et encore moins d'admiration, pour les Québécois. Pourquoi ? Sans

doute faut-il y voir une forme de dépit vis-à-vis de gens que l'on aimerait mieux connaître, et qui restent très fermés à l'étranger ; et puis – nous en reparlerons – il y a probablement aussi une adhésion automatique à ce qui semble être l'opinion des Québécois sur eux-mêmes, car le fait est que ceux-ci ne pratiquent guère l'auto-glorification (que nous ne confondrons pas ici avec le narcissisme, dont ils sont en revanche très friands).

## LA LANGUE FRANÇOISE

Voilà le chapitre que tout le monde attend, je suppose... Évidemment, il faut parler de la langue. Sans elle, l'évocation même du Québec n'aurait sans doute pas de sens.

### Français québécois, joual et autres

Une mise au point, toutefois, en préambule. Il est vrai que les Québécois utilisent une ou des variétés de français différentes de celles qui sont en usage en France. Il est vrai en particulier que leur accent et leur prononciation sont spécifiques. C'est là leur droit le plus strict. Pour des raisons que tout le monde connaît – éloignement géographique, absence de relations... – la langue a connu au Québec une évolution historique différente de celle qui a été la sienne en France. Il n'y a rien à ajouter.

Y voir une forme de français « archaïque » est en soi une remarque stupide. D'abord parce qu'il s'agit d'un usage tout à fait contemporain qui n'a rien à voir avec un attachement au passé, et ensuite parce que les emplois lexicaux dans lesquels les Français voient ou croient voir des survivances anciennes sont sans doute largement compensés par des créations que ces mêmes Français sont incapables de goûter à cause des œillères fantastiques qui les empêchent depuis toujours de voir autre chose que le bout de leur nez. Et même en admettant que la prononciation québécoise évoque pour certains des accents campagnards, je ne vois pas en quoi cela pourrait faire l'objet d'un jugement négatif.

Conclusion : il n'y a rien de quoi les Québécois aient à rougir dans leur langue et si, à l'instar d'un présentateur de télévision français à la mode recevant la regrettée Nelly Arcan, qui que ce soit leur disait un jour qu'ils parlent un français du XVII<sup>e</sup> siècle, je leur conseillerais alors de l'envoyer pâître ses vastes prairies d'ignorance et de mépris sous d'autres cieux.

## Montréal, sweet Montréal

Montréal est-il francophone ou bilingue ?

Lorsque je me trouvais à Bucarest il y a une quinzaine d'années et que nous recevions des enseignants québécois qui venaient donner des cours dans le cadre d'une école doctorale en sciences sociales qui fonctionnait dans cette ville avec le soutien de différents établissements universitaires étrangers, presque tous se pressaient dès leur arrivée de faire connaître à des étudiants qui ne s'en souciaient guère leur avis sur cette question essentielle. Ils se partageaient d'ailleurs à peu près équitablement entre les deux positions. Sur la base de mon expérience, et au risque de décevoir et les uns et les autres, j'apporterai ma réponse personnelle : Montréal est une ville anglophone.

C'est en effet l'impression première que l'on a dès l'arrivée dans cette ville et elle ne fait au fil du temps que se renforcer. Voulez-vous quelques exemples ?

- Le commerce bien sûr. Le français pratiqué dans les grandes enseignes est souvent limité mais on peut se faire comprendre. En revanche dès que vous fréquentez les petits commerçants, oubliez

cela. Dans mon quartier je dirais que 80 % des commerçants peuvent me comprendre en français (hum...) mais je crois qu'aucun n'a le sourire quand il s'entend interroger dans cette langue. Or c'est chez ces commerçants-là que va l'immigré : les produits sont moins chers, le service est meilleur et – croyez-moi – bien plus accommodant.

- Les banques : le fric parle anglais, c'est clair.

- La santé, évidemment. Combien de médecins qui ne discutent de votre cas qu'en anglais, qui n'écrivent leurs comptes rendus qu'en anglais, qui ne parlent pas un mot de français, qui vous disent : « De toute façon votre anglais est meilleur que mon français, donc nous parlerons anglais ! »

- Les loisirs. Près de chez moi il y a une librairie juive anglophone, une librairie roumaine, des librairies russes, polonaise, mais des livres en français (ça existe ?) guère. Allez dans le centre ville, dira-t-on : connaissez-vous une vraie librairie francophone sur Sainte-Catherine Ouest ? Les cinémas : en anglais. Le vidéoclub du coin : 90 % de titres en anglais. La bibliothèque du quartier (Côte Saint-Luc) : grande pauvreté en français. Et pour emprunter dans une bibliothèque de Montréal il faut payer 88 dollars d'inscription :

*vivent les défusions, ma mère, vivent les défusions !*

- Le milieu de travail : la langue dominante peut ici varier d'une entreprise à l'autre. Ce qui est certain c'est que trouver du travail sans connaître l'anglais est une gageure. Ne pas connaître le français semble en revanche beaucoup moins handicapant.

Cela a-t-il un lien avec le quartier dans lequel je réside ? À coup sûr, mais, pour être franc, que m'importe qu'il y ait des quartiers où le français est utilisé si je n'y mets jamais les pieds ! Je vais dans le centre, où l'anglais est omniprésent, et je fais mes courses autour de chez moi. Et chez moi, c'est là où habitent les immigrés.

Serait-ce du moins un phénomène limité à Montréal, dans un Québec viscéralement francophone ? C'est possible mais laissez-moi vous rappeler une chose qu'il faut bien que vous admettiez : c'est à Montréal que ça se passe. Québec est certes une bien jolie ville mais, pour nous, elle est vraiment au bord du bout de la périphérie. Son maire peut toujours se tambouriner les pectoraux, multiplier les rodomontades et construire une réplique du *Circus Maximus* pour y faire concourir l'arrière-arrière-petit-fils de Ben

Hur, cela n'y changera rien. Pas plus que la présence du poulailler parlementaire où coquètent et cocoricotent les chapons gras, les coqs agressifs et les poules pondeuses de la démocratie. Et pas plus évidemment que la présence de tous ces braves ministres (du gaz de schiste, des urgences jamais pleines, du français qui se porte bien, *dei lavori pubblici...*) qui se démènent tant pour le bien-être du business sous toutes ses formes. Économiquement, socialement, culturellement, pour l'avenir du Québec, l'endroit où les cartes se brassent et où on ne joue pas pour du beurre et du fromage mais pour du sérieux c'est Montréal (le grand Montréal, s'entend). Et c'est comme cela partout : ce sont les mégalofoles qui donnent le *la* et les autres villes ou régions sont inévitablement vouées à les suivre tôt ou tard.

Le Montréal ethnique est massivement anglophone (ce qui n'est pas une découverte). Et c'est dans ce monde que se trouve immergé l'immigrant à son arrivée. L'univers québécois « de souche » lui est lointain, inaccessible, indifférent. C'est comme s'il y avait deux villes, ou même trois, qui se côtoyaient : un Montréal québécois francophone, avec qui les contacts sont très restreints, un Montréal québécois anglophone (désirable par son

opulence mais encore plus inaccessible et fermé) et un Montréal multi-ethnique qui a fait le choix de l'anglais.

### **La faute à qui ?**

La faute à qui ? La faute à Seshu, la faute à Tchang, la faute à Vladimir, tout le monde sait cela. Mais encore ? Je me rappelle être allé une fois à une exposition de peintres moyen-orientaux qui se tenait au musée (très joli au demeurant) de Ville Saint-Laurent. L'ambiance était, comme toujours dans ce type d'occasions, conviviale et détendue. Les interventions se faisaient dans les deux langues d'une manière équilibrée. Soudain nous avons vu un homme grand, style adolescent un peu gauche, le visage rougi par l'effort (il avait apparemment dû courir pour venir) fendre la foule à grandes enjambées pour se diriger vers le pupitre. Il s'agissait d'un député local qui eut même un bref destin national au sein de son parti. Il se saisit aussitôt du micro et, après avoir félicité en quelques mots de français les auteurs des œuvres qu'il n'avait pas eu le temps de voir, il se lança dans un interminable discours en anglais. Revint-il au français par la suite ? Je l'ignore car je n'ai pas eu la

patience d'attendre et parce que j'étais venu pour une manifestation artistique et non pour un meeting électoral. Mais le message lancé m'a semblé clair : ici ça se passe en anglais, l'intégration ça se passe en anglais, Montréal ça se passe en anglais et le Québec pareil. J'avoue avoir été choqué de ce qu'une telle conduite a d'irresponsable – et sans doute d'habituel, car il ne m'a pas paru que ce fût circonstanciel – de la part d'un représentant politique. Je ne doute pas que ce beau grand garçon soit persuadé de faire de cette manière le bien de son grand pays (c'est sûrement bon pour les profits des plus riches) mais, pour ce qui est du maintien de la langue française au Québec, laissez-moi vous dire qu'il faut certainement des dirigeants avec un peu plus d'estomac pour dire tout simplement : ici, quand c'est un personnage officiel qui parle, c'est avant tout en français.

Et vous seriez étonnés de constater que la plupart des gens sont prêts à entendre cela.

Conclusion ? Dans les milieux immigrés de l'Est, le mouvement va vers une anglicisation massive. Tout le monde sait désormais que sur le marché du travail l'anglais importe avant tout, que

l'exigence de connaissance du français est de pure forme et que la vie à Montréal se déroule très bien en anglais.

L'image de victimes de l'Histoire dont les Québécois adorent s'affubler, comme si cela devait leur attirer une quelconque sympathie, ne joue pas non plus en leur faveur auprès de nouveaux arrivants qui ne tiennent guère à se voir assimiler à des vaincus. Ainsi d'un Montréalais d'origine roumaine, arrivé depuis 35 ans au Québec, enseignant dans un établissement anglophone, et qui se vantait un jour à moi de ne pas connaître un seul mot de français : « Les Français ont perdu la guerre en 1759, me disait-il, il n'y a aucune raison pour que j'apprenne leur langue. » On se croirait dans un roman de Louis Caron, là où les Canadiens français sont des perdants congénitaux et des lâches invétérés, éternellement agenouillés devant l'Anglais (personne) et l'anglais (langue). Or, ceux qui émigrent au Québec y viennent pour réussir, non pour s'intégrer à une nation de têtes courbées.

Un mot encore. Qui donc a fait de la langue française une vieille mégère acariâtre et repoussante, dont la stupidité n'a d'égale que la

méchanceté ? Savez-vous quelle est l'image de cette langue auprès des immigrés qui doivent subir un examen de français ? Un épouvantail, un repoussoir, une véritable terreur. D'où cela vient-il donc sinon du fait qu'elle est sans arrêt mise en avant comme un obstacle, comme LA difficulté majeure à l'acclimatation au Québec, y compris par ceux-là mêmes qui sont censés la promouvoir. Je me rappelle les commentaires des infirmières à qui il m'est arrivé de donner des cours de francisation lorsqu'elles racontaient les examens passés à l'Office de la langue française. À les en croire la brutalité est de règle, et la mise en accusation directe courante (« Je sais très bien que vous n'êtes venue ici que parce que les études sont moins chères », « Vous n'avez qu'à retourner chez vous si vous n'êtes pas contente ! » « Bien sûr vos malades ne vous disent pas qu'ils ne vous comprennent pas, ils sont déjà à moitié morts »). S'agit-il de cas isolés ? d'exagérations ? de mauvaises excuses ? Quoi qu'il en soit, je vous laisse à penser l'opinion que ces personnes ont de la langue française. N'y aurait-il pourtant pas moyen de la rendre un peu plus attrayante ? N'a-t-elle donc que des défauts ? Ne peut-elle donc rien apporter de joyeux, de nouveau, d'enrichissant ? N'est-elle pas la solution

au lieu d'être le problème ?

D'ailleurs, vous êtes-vous déjà arrêté devant le bâtiment de l'Office de la langue sur Sherbrooke, à Montréal ? Quelle architecture totalitaire ! courante il est vrai dans les établissements publics – et notamment les établissements d'enseignement (que l'on pense à Brébeuf ou, d'architecture plus récente, à l'effrayant Jean Eudes). Quel bunker ! On y accède entre deux colonnes de temple barbare par un escalier abrupt qui aurait de quoi décourager Indiana Jones lui-même. Pourtant, les lieux méritent plus qu'une visite. Certes, il faut montrer patte blanche à l'entrée, mais on y trouve une documentation précieuse et une bibliothèque où j'ai été reçu avec une grande compétence et une infinie gentillesse. Il est vrai qu'il m'est aussi arrivé par le passé d'y rencontrer des fonctionnaires ô combien dogmatiques et à l'esprit étriqué. Au demeurant, ces ayatollahs ont un cœur de lièvre et des bras de laine... La loi 101 est bafouée partout, combien de documents en anglais m'a-t-on obligé à signer ? combien de descriptions de produits uniquement en anglais ? Vivre en français est un slogan creux, mais à chaque reculade, à chaque enquête, on nous ressort les cache-misère de l'information et la sensibilisation. Tout cela n'est

pas bien sérieux et sent la résignation de la fin de vie.

Je sais que cette pauvre langue est malade. Elle est malade d'une orthographe absurde, elle est malade du purisme de quelques nantis, elle est malade de l'arrogance française, mais elle a également un patrimoine exceptionnel, y compris au Québec et au Canada, et elle ne demande qu'à vivre en étant la langue de tous.

Si l'on voulait vraiment éduquer, si l'on décidait un jour de sortir du tandem mère supérieure / père fouettard, pourquoi pas une maison de la langue française, un lieu accueillant, riant, instructif, où l'on entre avec plaisir et d'où l'on ressorte un peu plus fier de connaître ou d'apprendre cette langue ? Aucune nation n'est mieux placée pour construire et faire vivre un tel lieu que le Québec.

Il est possible que, arrivés à ce point, certains s'offusquent et protestent que ce n'est sûrement pas à un Français de faire ce type de remarque lorsque l'on voit ce qui se passe en France, et comment les Français sont les premiers à tomber dans l'anglomanie la plus flagorneuse chez eux et à détruire toute influence de leur langue à l'étranger. C'est vrai et je suis le premier à en être conscient et

à le regretter, même si mon départ représente pour moi une désolidarisation de ce qui se passe en France. Mais il faut aussi souligner que le Québec n'est pas la France et que des effets qui semblent identiques ont des causes tout à fait différentes. Je vois personnellement la principale cause de l'anglomanie/américanomanie des Français dans leur besoin éperdu de se mettre en valeur, besoin lui-même créé par la constante dévalorisation vécue dans le système éducatif. Conformément à une conception pédagogique qui veut que la fierté insultée soit le meilleur stimulant, l'enfant français s'entendra en effet marteler au cours de sa scolarité qu'il est nul, que jamais on n'en a vu de pareils à lui... tout cela avec comme principal résultat un ressentiment tenace envers l'école et les enseignants et une recherche de valorisation dont la manifestation la plus évidente pour tout étranger qui met le pied en France est une agressivité permanente. Ajoutons-y la complicité de politiciens – gauche et droite confondues – qui semblent considérer que leur seul rôle soit de favoriser et faciliter le fonctionnement d'un système économique qui permette, au prix de la destruction prévisible de la planète, à une minorité d'augmenter sans fin ses privilèges et ses richesses tout en appauvrissant et en asservissant l'immense

majo-rité, et la table est mise pour un repas mortuaire.

### **Pourquoi pas l'anglais ?**

Mais au fait, pourquoi ne pas basculer entièrement à l'anglais ? Pourquoi devrais-je être le dernier à parler français et livrer un combat que les Québécois ont semble-t-il eux-mêmes abandonné ?

Avez-vous déjà essayé ? Moi, je l'ai fait pendant quelques semaines, durant lesquelles je n'ai plus suivi que les médias anglophones. Impressionnant. On s'installe dans un monde qui est totalement différent. L'actualité n'est pas la même, les personnalités de référence ou de notoriété ne sont pas les mêmes (Gilles Vigneault ? connais pas), les questions que l'on se pose ne sont pas les mêmes. Et dans ce monde-là, celui dans lequel vivent bon nombre d'immigrés, le Québec est tout petit, tout petit, un tout petit caillou dans la chaussure qui n'empêche pas de marcher mais qui gêne tout de même et qu'on aimerait sacrément balancer au bord du chemin. C'est vrai que tout serait peut-être beaucoup plus simple. Pourtant...

Arrivé à ce stade il n'est peut-être pas inutile de parler un peu de culture, tout cet ensemble de

signes, de symboles, au milieu desquels nous évoluons et qui donnent un sens au monde et à la société.

Je crois très profondément que la culture nous protège. De quoi ? D'une forme d'abrutissement qui nous réduirait à l'état de simples esclaves. Croyez-le ou non, nous pouvons avoir d'autres préoccupations dans la vie que de faire gagner des sous à notre patron, aux actionnaires de notre boîte et à notre banquier, ou d'acheter le dernier gadget e-quelque chose.

J'ai eu dans les établissements où j'ai enseigné toutes sortes d'élèves. Certains, quelle que soit leur origine, sont profondément enracinés dans leur culture. Ils sont critiques, rebelles parfois, actifs toujours face à ce que nous leur présentons. D'autres en revanche semblent n'avoir aucun enracinement culturel : leurs seules références sont la télévision, les jeux vidéo, la musique commerciale. Portant tous le même uniforme, agitant mollement les mêmes idées, ce sont de bons petits soldats manipulables à souhait par un système qui n'a d'autre but que leur exploitation. Inutile de préciser qu'ils seront naturellement orientés vers le système linguistique le plus rentable de ce point de

vue : l'anglais de base, dans lequel se crée et se transmet leur squelettique imaginaire de référence.

Je ne prétends pas qu'il n'y ait pas de culture en anglais. Au contraire cette langue véhicule l'un des patrimoines les plus riches qui soient. Mais participez à une seule réunion européenne (dans ce continent, en dépit de positions officielles en faveur du multilinguisme, l'anglais est devenu absolument obligatoire à tous les niveaux) et vous constaterez que ce dont il est question ici est tout différent. Il s'agit d'une langue purement fonctionnelle. De la même manière, le système de consommation qui nous régit n'a pas besoin d'une langue qui dépasse certaines fonctionnalités limitées. Que reste-t-il alors ? Parfois rien. Des gens qui se demanderont un jour ce qu'ils ont fait de leur vie lorsqu'ils découvriront qu'ils n'ont été que des pantins.

Je crois que c'est de cela que la culture nous protège.

Or, au Québec, aujourd'hui, la culture est en français. Pour des immigrants, penser s'intégrer au groupe anglophone me semble illusoire. Quant aux cultures d'origine, elles ne survivent guère à la seconde génération. De plus, coupées de leurs racines, elles ont tendance à se fossiliser, se fol-

kloriser ou se radicaliser dans un attachement à des signes devenus sans signification vivante et incapables d'évoluer.

Je crois aussi que la culture nous apporte du plaisir. Personnellement, par exemple, j'aime la littérature québécoise (ou canadienne-française). Elle m'a ouvert des horizons inattendus, elle a nourri mon imagination de saveurs insoupçonnées, elle m'a fait redécouvrir ma propre langue, elle a peuplé pour moi Montréal d'ombres familières et amicales. Moi aussi j'ai rêvé d'habiter rue Fabre ou rue Gilford pour retrouver l'univers de Michel Tremblay, et j'ai déambulé dans Saint-Henri en cherchant les traces de Florentine Lacasse. La littérature m'a aussi ouvert à un certain imaginaire, inconscient devrais-je plutôt dire, québécois, sur lequel je reviendrai. En effet, comme l'Histoire, elle a quelque chose à dire sur l'image que les peuples se font d'eux-mêmes et, de ce point de vue, la littérature québécoise, celle que je connais, est terrible : « ils vécurent heureux et eurent beaucoup d'enfants », cela n'existe pas ; le programme c'est plutôt : « ils eurent une vie de misère et d'humiliation et leurs projets finirent en eau de boudin ».

Mais il n'y a pas que la littérature. Il existe une vie culturelle très intense à Montréal, même si

beaucoup d'activités ou de produits sont hors de portée d'une bourse d'immigrant moyen. Tout ce brassage d'idées, ce mouvement, ces créations, où les communautés sont souvent bien représentées, constitue peut-être l'un des meilleurs chemins, même si certaines audaces peuvent déconcerter ou choquer bon nombre de néo-Québécois, pour une acclimatation réussie.

Et pour cela, il faut la langue. Faute de cela, privés de l'outil qui leur permettrait de s'enraciner dans un terreau québécois riche de quatre ou cinq siècles d'histoire, soumis à la pression constante d'un système de divertissement de masse omniprésent, de plus en plus éloignés de leur culture d'origine, les immigrants risquent fort de devenir de pauvres Mickey Mouse pour plusieurs générations.

Les autres dindons de cette triste farce qui voit l'anglicisation rapide du Québec sont certainement les Québécois d'origine : futurs minoritaires démographiquement sur leur propre sol, ils sont amenés à le devenir plus rapidement encore linguistiquement et culturellement. Quand le pain de l'exploitation du migrant aura été mangé il ne leur

restera peut-être qu'une alternative : l'Oncle Tom ou le vieux Menaud crevant de rage impuissante dans son coin de bois.

### Le bilinguisme

J'ajouterai quelques remarques sur le bilinguisme (entendons bien entendu le bilinguisme français-anglais, le seul dont on se préoccupe réellement), massivement plébiscité par les parents – qui y voient avant tout une bonne connaissance de l'anglais – et régulièrement présenté comme une solution miracle.

À l'analyser attentivement il me paraît pourtant une notion floue et une orientation lourde de conséquences.

*Une notion floue* parce qu'il existe une confusion entre le bilinguisme et ce que les spécialistes appellent la diglossie (pour deux langues) ou la polyglossie (pour plus de deux langues) qui consiste à employer différentes langues pour des besoins ou dans des contextes différents. Il s'agit alors d'une variation fonctionnelle : il y a la langue de la maison, celle du marché, de l'école, du travail, de la justice.... Cette diglossie est la situation dans

laquelle vivent la plupart des immigrants. Dans leur cas, elle est souvent provisoire, l'assimilation linguistique se faisant au bout d'une ou deux générations, mais dans beaucoup de pays elle est un état de fait durable.

Le bilinguisme comme tel désigne quant à lui l'emploi de deux langues de manière équivalente et interchangeable. Ce vrai bilinguisme, contrairement à la diglossie, est particulièrement instable. Il est exceptionnel et, dans les familles qui le pratiquent, il est souvent conçu comme une étape qui permettra aux enfants de choisir ultérieurement une langue d'attache. Autant la diglossie peut s'institutionnaliser – organisée généralement sur une distinction langue des dominants / langue des dominés, cette dernière fortement chargée de connotations affectives – autant je ne comprends pas comment une société peut envisager un bilinguisme permanent. En d'autres termes, il faut qu'une langue prenne le dessus.

Le bilinguisme est aussi *une orientation lourde de conséquences*. Les linguistes distinguent lorsqu'ils parlent de bilinguisme ce qu'ils appellent le bilinguisme additif et le bilinguisme soustractif. Le premier vise à donner aux gens l'usage d'une

langue additionnelle, le second vise à compléter cette démarche en éliminant ensuite la première langue. Or vouloir rendre tout le monde bilingue (ce qui n'est pas la même chose que de donner des capacités à s'exprimer dans une langue étrangère, ce qui s'acquiert bien et relativement facilement) n'a de sens que si l'on veut à terme éliminer la langue première. Il me semble évident que c'est dans cette logique que se situe le Québec si l'on considère l'insistance pour un apprentissage de plus en plus précoce de l'anglais, ajouté à une pression permanente hors système scolaire pour en faire la langue de communication. C'est d'ailleurs compréhensible : s'il n'est question que de former des esclaves du système économique, autant les faire anglophones, cela permet d'économiser sur les chaînes d'information, exploitation, distraction, etc.

À cet égard le rôle des CEGEP anglophones est fondamental. Ils sont très certainement un des fers de lance de l'anglicisation. Ils sont également un bon exemple de l'hypocrisie dont peut faire preuve la classe dominante. En effet, on entend répéter en boucle que ce qui fait la fortune des CEGEP anglophones est le besoin d'une bonne connaissance de l'anglais dans les milieux

professionnels. Belle illustration du vieux paradoxe de la poule et l'œuf (qui est le premier ?). N'est-ce pas en effet parce que le marché du travail est alimenté continûment par des sortants de ces CEGEP (incapables de travailler dans une autre langue que l'anglais) que cette langue est si demandée ? Fournissez le milieu de travail de spécialistes francophones et il se francisera.

La loi 115 votée en octobre 2010 renforce ce dispositif en envoyant un signal explicite aux nouveaux arrivants.

À terme, c'est la fin du Québec francophone qui se dessine, où tout au moins d'un Québec où le français permettrait d'accéder à l'ensemble des services et de participer sur un pied d'égalité à la vie économique et sociale. S'il y a des gens assez hypocrites pour le nier, il y en a peu d'assez stupides pour l'ignorer.

En vérité, ce serait injuste. Mais qu'est-ce que l'Histoire a à voir avec la justice ?

## LA SOUVERAINETÉ

### Maîtres chez nous

« Maîtres chez nous » : qui peut donc être en désaccord avec un tel programme ?

Je crois qu'a priori tous les immigrés comprennent très bien cette revendication ou ce désir et que beaucoup pensent qu'ils l'exprimeraient de la même manière s'ils étaient Québécois. N'oublions pas que bien des immigrés proviennent de pays qui sont d'anciens territoires sous tutelle, longtemps travaillés par des idéologies de libération nationale face aux puissances colonisatrices ou à ceux qui aujourd'hui continuent d'en servir les intérêts. D'autres ont quitté leur pays d'origine parce qu'ils pensaient que les mécanismes sociaux ou économiques étaient confisqués par des pouvoirs politico-économiques qui ne leur permettaient pas

d'évoluer librement ou d'avoir leur chance. Or j'ignore comment on peut qualifier la situation du point de vue économique mais, culturellement, il me paraît que le Québec est une colonie qui a su s'émanciper d'une manière exemplaire mais qui reste largement sous emprise, sans compter le fait que – semblable en cela à l'ensemble des pays de la planète – il doit faire face aujourd'hui à l'uniformisation culturelle voulue par la globalisation.

Du point de vue politique, il n'est pas nécessaire d'être brillant analyste pour se rendre compte, avant même de poser le pied sur le sol québécois, que des décisions concernant le Québec sont prises ailleurs et dans un lieu où les intérêts de la province ne semblent pas ou peu représentés. Ceci explique sans doute que les Québécois aient tendance à se présenter, à tort ou à raison, comme une communauté bridée qui ne dispose pas de la liberté d'action qui lui permettrait de réaliser pleinement ses aspirations. Historiquement il y aurait sans doute quelque peu à redire à ce sujet, car il est probable que nombreux sont les Québécois qui ont très bien su utiliser à leur profit le système politique anglais puis canadien. Mais le constat est que beaucoup expriment une certaine insatisfaction à ce sujet, même si par ailleurs on ne

peut nier que le pays soit gouverné de manière démocratique.

En tant qu'immigrant, c'est-à-dire en tant que personne qui ne vit pas (au-delà d'une vague empathie) cette situation de manière affective, mais dont un changement de *statu quo* affecterait sans doute l'avenir, je m'interroge sur (au moins) trois points :

*Les Québécois sont-ils capables d'assumer la souveraineté ?*

Celle-ci représente un défi énorme pour des gens qui se sont toujours réfugiés derrière le fait de ne pas être libres de faire ce qu'ils veulent. Ce que l'on pourrait appeler le syndrome du Bloc québécois : je peux dire tout ce que je veux puisque de toutes façons je ne serai jamais au pouvoir. Position d'ailleurs durement sanctionnée lors des élections fédérales de mai 2011. Comment ne pas s'interroger sur la possibilité d'une aventure d'émancipation dans un pays qui cultive depuis si longtemps un sentiment victimaire et qui s'en accommode très bien.

À l'évidence, après la poussée de fièvre des années 70, les Québécois ont désormais bien d'autres préoccupations que politiques. Évoquant

l'identité sociohistorique et littéraire du Québec, un critique (François Ouellet) écrivait en 2002 : « Alors que la modernité rejoue incessamment le parricide, la postmodernité déclare qu'il est plus simple de cesser de jouer. » Traduction : on ne prend plus la Bastille, cela ne sert à rien, on se replie sur ses petits soucis personnels. Après tout, n'est-ce pas aussi la direction que prend massivement l'Europe en se déchargeant de plus en plus sur une organisation centrale purement technocratique (qui n'est pas élue) et qui a le pouvoir d'imposer ses décisions ? À quel prix, l'avenir le dira ; car tout a un prix.

La classe politique québécoise a-t-elle les ressources nécessaires pour prendre en mains un pays dans un tel contexte ?

*Pour quoi faire ?*

Dans le même ordre d'idées, celui d'un désintéret généralisé pour des enjeux nationaux qui semblent ne plus exister, coincés qu'ils sont entre de grands défis mondiaux (environnement, énergie, terrorisme...) et des préoccupations locales de gestion ou d'aménagement, on peut se demander quelle efficacité peut aujourd'hui être celle de l'action politique. Jusqu'à quel point dispose-t-elle

d'une réelle marge de manœuvre ? Les responsables des différents partis eux-mêmes sont-ils encore porteurs d'idéal ? La perméabilité croissante des organisations politiques aux agents économiques – à laquelle aucun grand parti ne semble échapper – laisse planer un doute certain sur leur indépendance. Et cela d'autant plus que l'époque est bien plus aux apothicaires comptant leurs sous qu'aux Simon Bolivar ou aux Jeanne d'Arc.

Dès lors, à quoi servirait de changer les personnes pour garder la même gestion ? Si c'est pour que le PQ nous donne en suppositoire ce que le PL voulait nous donner en pilule pendant que l'ADQ, les Conservateurs et les autres nous fredonnent *Ne pleure pas Jeannette*, franchement la réponse est : « Non, merci ! ». Pour me convaincre, il faudra que le jeu en vaille la chandelle : c'est peut-être fâcheux pour certains mais, à côté d'une défense de la langue et de la culture qui restent fondamentales, la souveraineté peut difficilement se rendre désirable sans un volet social.

### *Qui me protégera ?*

À ce doute d'ordre général sur la capacité du Québec et de sa classe politique à assurer une alternance porteuse de changements effectifs s'ajoute une inquiétude bien plus concrète que tout

immigrant éprouve lorsqu'on évoque la souveraineté du Québec : si le Québec devient indépendant, qui me protégera, moi, immigrant ?

Jacques Parizeau avait évidemment raison lorsqu'il mettait en cause le vote ethnique dans l'échec du référendum de 1995. Lui en faire grief était sournois et lâche mais surtout stupide car c'est sous un autre angle que le commentaire illustre la fantastique impasse dans laquelle sont engagés les souverainistes. Persuadés qu'aucun immigrant ne peut désirer l'indépendance du Québec s'il a le moindre grain de jugeotte, ils sont convaincus qu'il leur fallait absolument arracher celle-ci avant qu'il ne soit trop tard, c'est-à-dire avant que les votants issus de l'immigration ne soient assez nombreux pour rendre leur projet irréalisable. D'où cette tendance à pleurnicher et à se lamenter sur l'occasion perdue.

Quelle troublante réaction ! Que n'ont-ils donc été capables de conquérir ce fameux vote ethnique (comme le font très bien ailleurs les Conservateurs) ?

- Si c'est parce que s'intéresser aux immigrants risquerait de leur faire perdre une partie de leur électorat, il y a de quoi vraiment s'inquiéter.

- Mais si c'est parce qu'ils estiment effecti-

vement que cette question ne concerne que les Québécois d'origine et pas les autres, c'est pire !

Sans doute m'objecterez-vous que je n'y comprends rien et que c'est une histoire de famille dont les implications remontent bien trop loin et sont bien trop complexes pour que j'en saisisse tous les enjeux. J'ai entendu cela déjà et c'est bien ce qui me choque : que l'on me dise que je ne peux pas comprendre alors que c'est mon problème bien plus que le vôtre. La question de la souveraineté du Québec, c'est comme les clefs de voiture que l'on cherche partout alors qu'elles sont là sous notre nez. L'évidence est telle qu'on ne la voit pas, et pourtant il suffit d'ouvrir les yeux et de réfléchir cinq minutes pour comprendre que la souveraineté concerne avant tout les immigrants. Car ce sont eux qui en décideront.

Reprenons. Les Québécois francophones ont le sentiment de faire partie d'une nation à part. Ils sont majoritairement pour une affirmation, via la souveraineté ou l'un de ses avatars, de ce statut de nation. Les Québécois anglophones sont massivement contre pour des raisons évidentes : cela limiterait leur pouvoir et leurs prérogatives. La situation semble bel et bien bloquée, la solution d'attendre le moment exceptionnel où toutes les

planètes se trouveront dans l'alignement de l'axe Québec-Montréal pour emporter une victoire à 0,1 % restant très hypothétique. Le choix, s'il doit être proposé à nouveau, ce seront donc les immigrants, chaque jour un peu plus nombreux à avoir le droit de vote, qui le feront.

Alors il serait peut-être temps que vous vous adressiez à nous plutôt que de ressasser les vieilles chicanes de famille. Pour l'instant, le discours souverainiste est perçu comme un discours d'exclusion et c'est nous qui sommes exclus. Il fait peur et renforce l'image d'une présence canadienne modératrice et protectrice. Soyons francs : à bien y réfléchir, je pense que, dans les conditions actuelles, je pourrais un jour me sentir Canadien, mais Québécois, certainement pas.

Et en geignant sur 95, les souverainistes donnent implicitement raison à tous les membres des communautés culturelles qui ont voté « non » parce qu'ils estimaient que la souveraineté n'avait pas de sens ni d'utilité pour eux, quand ils n'y voyaient pas un danger.

Donc, il ne peut y avoir de programme national sans une vraie place pour les immigrants et les « issus de l'immigration ».

Et c'est une chance, car il se trouve que c'est

probablement la seule alternative pour faire d'un tel programme une solution pour l'avenir et non un règlement de comptes lié au passé.



## ENTRER DANS L'HISTOIRE

À LA VAILLANCE DE SES FILS  
PENDANT LA GRANDE GUERRE,  
ET EN MÉMOIRE DE SES SOIXANTE MILLE MORTS,  
LE PEUPLE CANADIEN A ÉLEVÉ CE MONUMENT  
- inscription figurant sur le socle du mémorial de Vimy -

C'est par l'Histoire – la grande, celle avec un H majuscule – que le Canada est entré dans ma vie.

J'ai passé une grande partie de mon enfance dans le bassin minier du nord de la France, non loin de Vimy où se trouve un monument dédié aux troupes canadiennes qui, en 1917, ont conquis sur les Allemands une position devant laquelle toutes les tentatives avaient jusque-là échoué. Lorsque le temps (chronologique et météorologique) le permettait, et que l'envie nous en prenait, c'est à

bicyclette que nous rejoignons ce monument, situé dans une zone boisée et d'où l'on a une vue splendide sur la plaine de Lens. Nous traversons de petites villes qui se touchent l'une l'autre, Loos-en-Gohelle, Liévin, Angres, pour arriver à Givenchy-en-Gohelle, chez les *mingeux d'magnette* (les « mangeurs de chèvre », surnom donné autrefois dans le patois local aux habitants de ce gros village), ou une côte assez raide (avec un virage en épingle à cheveux, rareté dans la région) nous menait jusqu'au monument. Là sont gravés les noms des 11 285 soldats canadiens tués en France durant la première guerre mondiale et restés sans sépulture connue. Mais ce n'était pas cela qui nous intéressait. Non, c'était le cadre, alentour, un plaisir rare : la forêt ! Dans une région saccagée par l'industrialisation minière et l'urbanisation anarchique (la situation s'est améliorée depuis car de nombreux terrains industriels abandonnés après la fermeture des mines ont été transformés en espaces verts), c'était le seul endroit où l'on pouvait avoir l'impression de se trouver en pleine nature. Qui plus est, l'étrangeté était accrue d'une particularité qui me semblait extraordinaire : cette petite forêt était territoire canadien. Ainsi donc mon pays, la France, qui s'était battu si opiniâ-

trement pour ses frontières avait donné une partie de son propre sol à un autre pays. Ne fallait-il pas que ce soit en signe de reconnaissance exceptionnelle et pour sceller une amitié unique ? Et, de fait, on s'étendait longuement sur la manière dont l'héroïsme des soldats canadiens avait permis de reprendre cette colline, évidemment d'une importance stratégique sans égale. Comment ne pas aimer ces gens ?

C'est ainsi que le Canada a toujours fait partie pour moi de l'Histoire, jusqu'à ma petite histoire anecdotique et familiale, si je puis me permettre d'ajouter une note plus personnelle encore, puisque mon père, lorsqu'il était prisonnier en Allemagne durant la seconde guerre mondiale, avait une marraine de guerre qui était Canadienne (mais pas Québécoise puisqu'il s'agissait d'une Franco-ontarienne d'Embrun).

De tout cela, j'ai conçu de ce pays l'image d'une contrée généreuse et où la nature était belle et respectée. On ne se défait pas, ou alors très difficilement, des images d'enfance ; celle-là m'est restée, malgré tout, malgré la politique, malgré ce qui me paraît être une absence déconcertante de conscience écologique des Canadiens (des Québécois ?), et je la garde en moi.

Et jamais je n'ai pensé au Canada comme à un pays de second rang : puisqu'il avait une histoire, c'était assurément un vrai pays, jeune mais égal à tous les pays que je connaissais.

Or l'une des choses qui m'a le plus étonné en arrivant à Montréal est justement l'absence d'histoire, dans ce qu'elle a de plus présent, dans la vie quotidienne. La situation me semble bien différente dans la ville de Québec mais, je le répète, pour la plupart des immigrants, le Québec c'est Montréal, beaucoup ne sont jamais allés dans la capitale provinciale/nationale (ils ne sont pas venus pour faire du tourisme) et leur horizon ne va pas si loin.

Bien entendu, je sais bien qu'un patrimoine historique existe – qui relève plutôt de ce que nous appellerions la mémoire –, qui se transmet à l'école québécoise (que je n'ai pas fréquentée) et dans les familles. La littérature – inaccessible à ceux qui ne maîtrisent qu'imparfaitement la langue française – me permet heureusement de le découvrir avec beaucoup de curiosité, car il me semble que je dois le connaître. Mais cela ne suffit pas. Un immigrant a besoin de repères évidents (fût-ce pour les rejeter). Où sont donc les monuments ? Où sont

les grands hommes et leurs formules grandiloquentes ? Où sont les batailles ? Rien. Ou alors dans le vieux Montréal, là où personne ne va jamais ? On a l'étrange impression d'être arrivé dans un pays sans passé, c'est-à-dire dans un non-pays.

De fait, cet aspect des choses est loin d'être secondaire. N'a-t-on pas dit de la France que « ce n'est pas une géographie mais une histoire » ? On pourrait utiliser la même formule pour bien des pays, pour tous sans doute. D'ailleurs toutes les revendications territoriales qui se font en Europe se font sur la base de l'histoire et non sur celle du peuplement. Voyez ce qui se passe en ex-Yougoslavie : c'est exclusivement sur des arguments historiques que se fonde le refus des Serbes de reconnaître l'indépendance du Kosovo, et non sur des arguments démographiques. La vérité est là : pas d'histoire, pas de pays. Impossible évidemment de ne pas songer au rapport Durham décrivant les Canadiens français comme « un peuple sans histoire et sans littérature ». L'attaque n'est pas anodine, car un pays sans histoire c'est un pays à prendre, tout simplement. À la même époque, l'Angleterre développait la notion de *terra nullius* qui permettait de justifier la colonisation de

l'Australie et l'élimination (souvent physique) des aborigènes. On en connaît le principe : est *terra nullius* (« terre de personne », donc qui n'appartient à personne, qui peut être prise) toute terre qui n'est pas cultivée (au sens agricole du terme) par ses habitants natifs. Les aborigènes d'Australie ne pratiquant pas l'agriculture, le tour était joué. Une terre sans Histoire (H majuscule) n'est-elle pas également *terra nullius* ?

Plus grave encore, une communauté sans passé est aussi une communauté sans avenir, parce que la vision que l'on a de son histoire est le reflet de la vision que l'on a de son avenir. Laissez un pays vous raconter son histoire et vous saurez quels sont ses rêves d'avenir.

Que nous dit donc le Québec ?

C'est une des raisons qui me fait trouver un charme particulier à Westmount. Même si le tout a une allure un peu factice, on éprouve l'agréable impression d'entrer dans une ville « chargée d'histoire ». Est-ce le fait que l'unité architecturale renvoie comme en écho à un pays, l'Angleterre, au passé riche et prestigieux ? C'est probable. On y trouve même un monument aux morts sur la place centrale, construction si familière aux Français (il

n'existe, je crois, qu'une seule commune de France qui n'en possède pas).

Mais pour le reste de la ville, le vide est patent. Il est d'autant plus frappant pour moi que les autres pays d'Amérique que j'ai eu l'occasion de connaître sont, eux, saturés d'une histoire foisonnante et héroïque. Sans évoquer les États-Unis, dont les annales ont servi de matière à la moitié de la production cinématographique mondiale, je pense au Mexique, où j'ai vécu six ans. Depuis la révolution d'indépendance en 1810 en passant par la révolution de 1910 (« première révolution sociale du XX<sup>e</sup> siècle ») que de grands hommes, que de tumulte, que de bravoure ! Même chose sur les autres continents : partout où je suis allé, il s'est trouvé des gens pour saisir la moindre occasion de me raconter les hauts faits de leur saga nationale, m'expliquer pourquoi le peuple qui habitait ce pays était le plus admirable du monde et comment il avait produit les hommes (les femmes étant dans ce type de discours nettement moins présentes) les plus exceptionnels que la terre ait jamais portés. C'est vrai même pour les pays les plus récemment créés.

Est-ce à dire que le Québec ait connu tout au long de son existence une vie paisible et bonasse

(puisque « les gens heureux n'ont pas d'histoire ») ? Il n'y aurait que la Nouvelle-France, renvoyée au pays des rêves par la défaite des plaines d'Abraham, la « bataille » pour la langue (faite de reculades successives depuis 30 ans), et ?

J'en doute.

D'où vient cette curieuse absence ? Bien sûr, on ne peut ignorer la difficulté d'élaborer une historiographie de référence dans un pays où l'histoire n'est pas consensuelle. Mais il y a pire : au fond, il est clair que les Québécois n'aiment pas leur histoire. Celle-ci n'a-t-elle pas pour fonction essentielle de présenter un recueil d'exemples à suivre, admirer, ou éviter ? C'est ainsi qu'elle est née, pour aider les gens à grandir, en leur offrant des modèles auxquels s'identifier. Or c'est tout cela dont les Québécois ont probablement soupé *ad nauseam* dans leurs pensionnats religieux d'il y a cinquante ans, et qu'ils préfèrent oublier aujourd'hui. C'est compréhensible – même venant de gens dont la devise est « Je me souviens » –, mais il serait peut-être utile de faire le ménage et de remettre quelques tableaux au mur. Autrement, le risque est grand de laisser la porte largement ouverte aux autres fournisseurs de modèles,

télévision en tête, dont les desseins sont probablement légèrement différents.

Quand on touche à un domaine qui influe directement sur la représentation que chacun se fait du groupe auquel il appartient et de sa propre identité, cela ne peut pas être sans conséquence sur la cohésion de ce groupe. Le risque à mon sens est bien d'en faire un troupeau d'animaux domestiques.

### **Les autochtones**

Si je me permettais d'être cynique, je dirais que voilà des gens qui ont perdu une bonne occasion de disparaître. Il y a quelques décennies beaucoup pensaient sans doute que le problème des autochtones était un problème résiduel, que ceux-ci se fondraient (s'intégreraient pour utiliser le vocabulaire employé pour les immigrants) dans la masse et qu'on s'en tirerait avec quelques formules sur « notre héritage autochtone » et deux ou trois manifestations folklorisantes.

Dieu merci, il apparaît aujourd'hui qu'il n'en est rien : alors, bienvenue au Québec !

Il faut reconnaître que pour nous, immigrants,

la question autochtone reste largement théorique, et cela pour la simple raison qu'elle ne concerne pas (apparemment du moins, et sauf quelques enclaves bien identifiées) Montréal et sa région, qui est notre lieu d'existence.

Au départ on n'y pense guère. Bien sûr il y a eu les méchants Blancs, les pauvres autochtones ont été décimés, leurs cultures écrasées mais, bon... c'est de la vieille histoire. Il est regrettable que les choses se soient passées ainsi, mais on ne peut pas refaire le monde.

Petit à petit pourtant, par à-coups, au fil de l'actualité, on se rend compte que cette vieille histoire concerne aussi le présent et l'avenir. Si on est un petit peu attentif à ce qui se passe dans le monde, on n'ignore pas non plus l'ampleur que prend depuis quelque temps le mouvement indigéniste, sur presque tous les continents, et parfois même dans nos propres pays d'origine. L'élection d'un homme comme Evo Morales au poste de président de la république de Bolivie, celle de Ollanta Humala, plus récemment, à la tête du Pérou, étaient inconcevables il y a une vingtaine d'années. Elles s'inscrivent aujourd'hui dans le contexte d'une sorte de revanche, ou à tout le moins de retour, des autochtones qui est un

phénomène mondial, dû à la fois au renforcement des revendications identitaires et, comme c'est le cas au Canada, à la vitalité de ces populations.

Ce renouveau met visiblement mal à l'aise les Québécois. Ayant été colonisés eux-mêmes, ils répugnent à se voir dans le mauvais rôle, en colonisateurs, et aiment à rappeler que le contact des premiers colons avec les Indiens fut plutôt placé sous le signe de la coopération et de la connaissance mutuelle. C'est pourquoi les conflits qui peuvent éclater occasionnellement sont vécus avec beaucoup d'ambiguïté. Ces conflits ne manquent pas non plus de soulever d'intéressantes questions pour les nouveaux arrivants que nous sommes.

En tant qu'européen d'origine, il est certain que la notion de terres ancestrales, ou de droits ancestraux, a pour moi quelque chose d'un peu étonnant, et surtout d'inquiétant. Avez-vous déjà comparé une carte de l'Europe telle qu'elle était il y a à peine 100 ou 150 ans avec une carte de l'Europe d'aujourd'hui ? Le nombre de pays a été multiplié par trois, certains ont changé de place (la Pologne par exemple), presque tous ont subi des modifications géographiques considérables. Tout

cela n'est malheureusement pas le résultat d'une évolution naturelle mais celui de deux conflits mondiaux, sans compter les nombreuses luttes anciennes ou récentes comme les guerres qui ont ensanglanté l'ex-Yougoslavie dans les années 90, les déplacements de population de l'empire soviétique et bien d'autres contentieux ouverts ou larvés. L'Europe de l'Est est à cet égard un exemple particulièrement éclairant. Si vous discutez avec les habitants des divers pays qui la composent, vous apprendrez rapidement que chacun de ces pays possède dans l'imaginaire national une géographie idéale, couvrant un territoire bien plus important que son territoire actuel, et auquel se réfèrent systématiquement les partis ou mouvements nationalistes. Il existe ainsi, à côté de l'Albanie, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie et de bien d'autres, une référence à « la grande Albanie », « la grande Hongrie », « la grande Roumanie », « la grande Bulgarie », etc. Cette référence renvoie généralement aux débats portant sur les droits qu'auraient les premiers occupants.

Imaginez donc que l'on s'avise d'ouvrir la porte à la revendication de droits ancestraux, ce serait une foire d'empoigne générale. Il suffit de superposer les cartes de ces différents états de rêve pour imaginer le désastre.

J'admire personnellement la manière dont les litiges afférents sont traités par le Canada et qui, pour nous, met en évidence l'importance du juridique (et du judiciaire) dans ce pays. Reconnaissons-le, beaucoup d'immigrés viennent d'horizons politiques ou sociaux caractérisés par une primauté sans complexe de la force ou par une situation dans laquelle, pour reprendre la formule bien connue de Pascal, « ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fût juste ». La leçon a donc son prix et elle vaut d'être retenue.

Ne l'oublions pas. Car si les immigrants sont certainement les Québécois de demain, les Québécois d'aujourd'hui pourraient bien devenir les autochtones du futur. Autant donc s'y préparer.



## LE TRAVAIL

L'immigré n'est pas accueilli dans un pays pour faire joli ni pour enrichir la communauté de sa fascinante diversité, il est là – et *a fortiori* dans un pays d'immigration choisie – pour apporter sa force de travail. À cet égard, un immigré qui ne travaille pas est un être inutile.

En attirant des travailleurs qualifiés et des personnes à haut potentiel social, le Québec participe d'un vaste mouvement qui consiste à mettre au service des pays riches l'appareil de formation, universitaire notamment, des pays pauvres. Il n'est pas le seul : ainsi depuis des décennies les universités indiennes fournissent-elles en médecins, ingénieurs, etc. les États-Unis et bien d'autres pays. Je me rappelle un article paru il y a plus de trente ans déjà dans un grand journal indien (je travaillais à cette époque dans un institut

de recherches pédagogiques de la ville d'Hyderabad) dans lequel l'auteur déplorait le fait que, d'une promotion de 120 médecins sortant du *All India Institute of Medical Sciences*, 80 ait immédiatement déposé une demande de carte verte pour les États-Unis, la grande majorité des autres cherchant pour leur part à s'expatrier vers l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou les pays du Golfe. C'était pourtant bien, rappelait le journal, l'Inde qui avait payé leurs études, dans le cadre de programmes visant à combler ses propres besoins, mais elle n'en tirerait que le profit indirect d'hypothétiques et provisoires transferts d'argent.

À ce propos, encore faudrait-il également prendre en compte les transferts dans l'autre sens, qui se font au profit du Canada. La plupart des immigrants est-européens que je connais ont ainsi rapatrié au Canada la totalité de leurs économies ; lorsqu'ils en avaient (ce qui est fréquent), ils ont vendu voiture et appartement avant d'emprunter massivement auprès de banques qui leur font les yeux doux. Tout cela au plus grand profit d'une économie canadienne qui n'a rien d'une société de bienfaisance.

C'est à ce prix que les matantes de *Revenu Québec* mènent une existence de douairière et insultent le

monde en toute bonne conscience. Je note d'ailleurs que, sans qu'il s'agisse d'une relation d'emploi, celle dont j'ai relaté les propos plus haut m'a pris à partie dans un contexte directement lié au monde du travail, dans lequel l'immigrant n'est admis qu'à titre de subalterne.

Dans cet univers, la discrimination envers les étrangers est en effet massive, systématique et délibérée. Il n'y a là, dans un sens, rien que de très logique. Ce processus fait partie d'une organisation économique dans laquelle la main-d'œuvre étrangère est déqualifiée dans le but de la rendre plus rentable et, par le sentiment de dévalorisation produit, plus docile. Il s'agit là d'une sorte de prix à payer pour entrer dans un pays qui offre par ailleurs des conditions de vie plus favorables que celles du pays d'origine du migrant. C'est pourquoi cette exploitation semble faire l'objet d'un accord tacite entre employeurs et employés. Elle peut toutefois être malaisément acceptée par des primo-arrivants naïfs ou qui se sont laissés bernier par l'un des nombreux intermédiaires proposant leurs services aux candidats au départ. Elle est aussi source de nombreuses difficultés psychologiques liées au découragement et à la perte d'estime de soi qui touchent une grande partie des migrants.

Parallèlement, elle représente aussi un excellent moyen de maintenir une pression sur le marché de l'emploi, qui permet de rendre plus « raisonnables » les travailleurs Québécois d'origine.

### **Prof cherche cours**

Lorsque je suis arrivé à Montréal, tout était simple. J'avais un contrat en poche, et donc aucun souci de recherche d'emploi. J'ai obtenu sans problème mon permis de travail et, même si je ne pouvais ni faire d'études ni chercher un autre emploi, je me sentais normal. Bien sûr j'avais un numéro d'assurance sociale commençant par 9 ce qui rendait difficile, long, ou parfois impossible certaines opérations : obtention d'une carte de crédit, contrat d'abonnement pour un téléphone cellulaire, etc. mais bon, cela faisait partie d'un certain exotisme de la situation, et cela ne se voyait pas sur mon visage. Il est amusant de noter que, bien des années après que je l'aurai perdu, ce numéro me sera jeté à la figure par la matante de *Revenu Québec* comme un signe de mon indignité (« Vous avez eu un numéro d'assurance sociale commençant par 9, j'en suis sûre !!! », et de

chercher frénétiquement dans son ordinateur jusqu'à ce que – Dieu sait dans quel fichier – elle en trouve trace, triomphante : « Je le savais ! Je le savais ! »). Donc tout allait bien, et j'ai pu croire que les étrangers pouvaient ainsi mener à Montréal une vie qui ne présentait pas de difficultés majeures.

Prévoyant de m'établir définitivement au Québec, je menai à bonne fin ma demande de résidence permanente durant les derniers temps de mon contrat. Je ne m'étendrai pas sur les différentes formalités et leurs surprises, sauf pour signaler que la dernière étape pour l'obtention de mon *Certificat de Sélection du Québec* (CSQ) fut une évaluation rapide de mon niveau d'anglais. J'étais en effet à mon bureau lorsque j'ai reçu un coup de téléphone émanant de la délégation du Québec à New York. Je ne sais plus exactement qui était au bout du fil : un homme, très courtois, qui m'informa que son appel concernait ma demande de résidence permanente et qu'il souhaitait vérifier un point afin de savoir s'il était nécessaire ou non de me convoquer à un entretien. Je lui répondis que j'étais à sa disposition. « Voyez-vous une objection, me dit-il alors, à ce que nous continuions notre conversation en anglais ?

- Pas du tout. »

Nous avons ainsi parlé une dizaine de minutes avant qu'il ne conclue en me disant que mon CSQ me parviendrait incessamment par la poste.

J'aurais certainement dû comprendre alors le message, pourtant clair : c'est par l'anglais que se fait l'intégration. Mais je n'étais pas encore prêt.

Une fois mon contrat terminé, j'ai fait comme tout le monde (je suppose) : consultation des annonces, inscription sur *Jobboom*, prospections diverses et envoi massif de CV. C'est alors que j'ai pris connaissance de ce que je considère depuis comme la règle québécoise n° 1 – que je désignerai désormais par l'abréviation RQ n° 1 – et qui tient dans le constat que les Québécois, sauf s'ils y ont un intérêt direct, ne répondent jamais aux courriels (cette règle concerne évidemment les relations d'affaires et non les rapports personnels). Même les personnes connues, les anciens contacts, suivent à la lettre la RQ n° 1. Sur le demandeur d'emploi, les effets de cette règle sont destructeurs. Ils le furent pour moi.

Puisque je suis enseignant, j'ai également tenté de demander un poste dans l'enseignement secondaire. Mais pour obtenir un permis d'enseigner il

faut pouvoir fournir des certificats et des notes attestant je ne sais plus combien d'heures d'études en sciences de l'éducation. Ces documents doivent être adressés directement au ministère par les établissements où les études ont été suivies. Impensable bien entendu pour moi qui ai terminé mes études il y a plus de trente ans (à une époque où, d'ailleurs, le système de notes n'existait pas, les examens étant sanctionnés par des mentions : *passable, assez bien, bien, très bien*). Quant au fait que j'aie passé le concours et suivi la formation pour être en France professeur de Lettres classiques (français, latin, grec), puis de Documentation, puis un concours plus avancé (l'agrégation) en Lettres modernes (français), tout cela = 0. Les trente ans d'expérience = 0. Les formations d'enseignants que j'ai organisées en France et à l'étranger = 0. Une seule solution : recommencer des études dans un établissement universitaire québécois. Je renonçai.

Au bout de sept mois j'en avais assez, j'ai décidé de partir. J'ai écrit à une collègue vice-recteur d'une université en Moldavie qui m'a immédiatement proposé un poste. Pour un salaire il est vrai plus que modeste, j'ai pu donner des cours, publier, faire des recherches, fonder avec une collègue un institut de recherche... En deux mots, j'ai travaillé

dans le domaine que je connaissais et pour faire ce que je désirais faire.

Accessoirement, ce séjour m'a également permis de « tester » certains services canadiens. Il était naturel que je cherche à mettre en place, là où je me trouvais, des projets avec le Canada. J'ai ainsi pu constater que les services d'Ottawa auxquels j'ai écrit ne répondaient que si les courriels étaient rédigés en anglais. Il en est allé de même avec l'ambassade du Canada à Bucarest, qui ignorait même le roumain. En revanche, une fois les contacts établis nous avons pu collaborer très fructueusement (et en passant au français). Pour ce qui est des Québécois, en revanche, ils s'en sont strictement tenus à la RQ n° 1. Jamais je n'en ai obtenu aucune réponse. On me pardonnera une certaine ironie si je fais remarquer que ces tentatives intervenaient au moment même où le gouvernement du Québec manifestait hautement son ambition d'être plus présent sur la scène internationale. Comme disaient nos vieux : « Grand diseu, petit faiseu ».

Je tiens pourtant à signaler une exception notable : l'*Association internationale des études québécoises* (AIÉQ). Cette association m'a aidé, et je lui en suis reconnaissant, mais surtout elle accom-

plit un travail remarquable, dont j'ai pu constater en maints endroits et en maintes occasions l'efficacité. Merci à elle et à ses responsables.

### **Prof cherche encore et toujours cours**

Mon éloignement m'a donné le temps de me reconstruire du point de vue personnel, d'analyser « à froid » ma situation et de revenir dans de meilleures conditions au Québec. Car là restait mon objectif.

De retour à Montréal j'avais compris une chose : dans mon domaine de compétence, centré sur la langue et la culture, jamais un Québécois francophone ne me donnerait de travail. Je me suis rappelé l'entretien que j'avais eu avant l'obtention de mon CSQ ; j'ai refait mon CV en anglais et je me suis adressé, en anglais, à des établissements anglophones.

J'ai immédiatement reçu plusieurs propositions. Mon premier travail consistait à effectuer du tutorat dans une école privée anglophone. J'ai ensuite été professeur dans une école de langues étrangères ; le responsable des cours était français, ce qui m'a sans doute permis d'être engagé.

Parallèlement j'avais passé les examens pour

devenir professeur « occasionnel » au service de francisation du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC). Le document que j'avais reçu et qui m'annonçait mon succès aux épreuves indiquait : « Nous communiquerons avec vous dès que nous aurons besoin de vos services. » Après avoir précisé par courrier à partir de quel moment j'étais disponible, je me suis conformé en bon petit fonctionnaire à cette directive. Erreur ! que j'ai comprise lorsqu'il m'est apparu que les cours avaient été attribués sans que j'entende parler du MICC. J'ai donc tenté de contacter les services concernés, ce qui n'est pas très facile : les personnes sont souvent absentes (ou ne décrochent pas) et elles ne répondent jamais aux messages téléphoniques ni aux courriels. De l'avis d'un de mes amis, qui travaille également pour le MICC et qui a rencontré le même type de difficulté, il s'agirait d'une administration qui fonctionne « à l'ancienne » et dans laquelle on ne lit pas les courriels. Franchement, je ne suis pas de cet avis. Je suis allé plusieurs fois dans les bureaux du MICC : sans être tous des Y ni même des X, les employés que j'y ai rencontrés ne dataient pas non plus de l'époque du curé Labelle (lequel aurait probablement utilisé le courrier électronique s'il

l'avait connu) et maîtrisaient visiblement l'informatique. Je crois plutôt à une application stricte de la RQ n° 1.

Peu importe, j'ai enfin réussi à contacter la personne qu'il fallait et à obtenir quelques heures. Je passe sur les derniers détails administratifs (par exemple pour la validation de la scolarité antérieure, lorsque j'ai découvert que le service de francisation du MICC ne reconnaît pas l'*Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec* pourtant réalisée, contre paiement de droits substantiels, bien entendu, par le même MICC), mais j'étais tout à fait satisfait. Après avoir dû interrompre quelques mois, j'ai de la même manière (pression téléphonique) arraché, je crois qu'il n'y a pas d'autre terme, à nouveau un horaire de cours.

Et depuis je me suis lassé. Depuis un an j'envoie régulièrement, tous les trimestres, une fiche précisant ma disponibilité. Je reçois aussi de temps en temps des correspondances du type *Sondage sur la satisfaction du personnel* (ce qui montre que l'on ne manque pas d'humour au MICC ; j'ai même reçu par la poste une carte professionnelle valable jusqu'en 2030 !), mais pas de propositions de cours. Pourquoi ? je l'ignore. Discrimination ? non, je ne crois pas. Pas de besoin ? mais si

j'insiste, j'aurai probablement des heures. Désorganisation ? je n'ai pas de réponse.

J'ai donc commencé à travailler avec une autre école de langues. Le salaire est bien moins élevé qu'au MICC mais les relations de travail sont excellentes. Est-il besoin de le préciser ? la responsable n'est pas Québécoise.

### **Chez l'anglo, tout est beau**

Conclusion : choisissez l'anglo.

Intox ? Les Québécois sont souvent les premiers à propager cette image d'un Canada anglais/anglophone bien plus accueillant et qui, de plus, a su développer une image idéologique très forte de société multiculturelle s'opposant à un Québec bloqué sur un antagonisme des deux peuples fondateurs et un rejet des allogènes. La conclusion (évidente) de tout cela, on la connaît bien : chez l'anglo tout est plus beau. Tous les immigrants que j'ai rencontrés à Montréal sont persuadés que leur situation sur le marché du travail serait bien meilleure en zone anglophone, que les anglos sont plus ouverts, moins racistes, etc., etc. Pour beaucoup cette ville est certainement

le meilleur endroit où vivre au Québec mais elle reste une sous-Toronto, une pâle copie frappée du malheur rédhibitoire d'être dans une province où l'on parle français (comme si la langue avait ici une quelconque responsabilité). Ce qui nous conduit à :

- conclusion n° 1 : toujours préférer l'allo ou l'anglo au franco ;

- conclusion n° 2 : si on le peut, aller chez les anglos ;

- conclusion n° 3 : si on ne le peut pas, permettre à ses enfants de le faire en les éduquant en anglais (garderie pour donner les bases puis, dans les cas où il est impossible d'échapper au système, service minimum jusqu'au CEGEP) ;

- conclusion n° 4 : tout serait bien mieux si Montréal devenait une ville entièrement anglophone ; faisons donc tout ce qu'il faut pour aller dans ce sens.

### **Passé ton bac d'abord**

Il existe pourtant une voie royale d'intégration au marché du travail québécois, c'est – tout le monde vous le dira – la possession d'un diplôme local.

Malgré ma « maturité », je m'y suis également

essayé et j'ai déposé des demandes d'inscription pour des spécialisations (DESS) dans le domaine culturel à l'UQÀM et à HEC.

Malheureusement le courrier que j'ai adressé à l'UQÀM, posté en Moldavie, a mis deux mois à arriver à destination. Parvenue hors délai, ma demande n'a pas été examinée et a été renvoyée à l'année suivante. Cependant, l'UQÀM, dont nous savons tous qu'elle est gérée de manière extrêmement rigoureuse, n'a pas manqué d'encaisser le chèque accompagnant ma lettre. Un an plus tard, lorsque j'ai reçu un courrier d'acceptation pour le cours demandé, beaucoup d'eau avait coulé sous le pont Champlain et tout cela n'était plus d'actualité.

HEC a bien reçu ma demande dans les temps mais lui a donné un avis négatif. Motif : « Le diplôme présenté à l'appui de votre demande ne satisfait pas à nos conditions d'admission. »

Je suis resté étonné de cette réponse. Que l'on me dise que je suis trop âgé, tout à fait d'accord, qu'il n'y a pas suffisamment de places, c'est normal, cela arrive... mais invoquer la non-correspondance d'un diplôme passé il y a 35 ans alors qu'une grande partie de ma vie professionnelle a depuis été consacrée à des activités de nature culturelle, cela me semble indigne d'un établissement moderne. À

une époque où l'on prône unanimement la supériorité d'une logique de compétences sur une logique de qualifications et où, partout en Europe, et depuis longtemps, existent des dispositifs de validation des acquis de l'expérience permettant d'obtenir des diplômes sur la base du *curriculum vitae*, une telle réaction fait un peu province arriérée.

Je n'aurai pas de diplôme québécois. Tant pis.



## RESTER OU PARTIR ?

### Intégré ?

**O**n entend souvent soulever la question de l'intégration des immigrants. Qu'est-ce que cela signifie ? Après dix ou onze ans, suis-je intégré ?

Du point de vue du travail, il est évident que non : je suis déqualifié, découragé, humilié. Mais ce n'est pas mon but principal, je fais face.

Ai-je du moins fait miens les points de repères qui sont la caractéristique des Québécois ? Voire...

Honte : je n'ai jamais mangé de poutine, et une seule fois du pâté chinois (mais je connais la recette : « steack, blé d'Inde, patates »). Malaise : il m'a fallu dix ans avant d'aller enfin à la cabane à sucre. Carence : à la télévision je ne regarde pas, ou exceptionnellement, les séries, émissions de jeux ou

de variétés québécoises. Affront : je ne comprends rien au hockey et ne manifeste aucun intérêt pour ce sport, non plus que pour le baseball ou le football. Cela suffit : j'arrête la farandole des stéréotypes avant d'en arriver à Céline...

Cela signifierait-il que je ne suis pas intégré ? Au contraire, c'est pour moi exactement l'inverse. Car je suis venu au Québec pour vivre, pour faire ma vie, et non comme touriste. Si je n'ai pas envie de poutine, je n'ai donc aucune raison de me forcer à en manger « pour voir ce que c'est » ; si le sport ne signifie rien pour moi, n'a aucune signification sociale ni ludique et ne m'apporte aucun plaisir, pourquoi devrais-je m'y intéresser ici alors que je ne l'ai jamais fait auparavant ?

En réalité les questions sur l'intégration recouvrent généralement des préoccupations de rentabilité : l'importation de tel individu ou de tel groupe a-t-elle généré plus de bénéfices qu'elle n'a produit d'inconvénients ? Interrogation légitime du point de vue économique mais gênante du point de vue humain – car elle met en relief l'aspect « traite humaine » des politiques d'immigration – et embarrassante politiquement puisqu'elle revient à reconnaître le risque social d'un dispositif mis en place pour satisfaire un système économique

singulièrement inégalitaire.

D'ailleurs, l'interrogation sur l'intégration me choque : cette question n'a pas de sens. L'immigrant n'est pas un *Gastarbeiter*, un travailleur invité (ce qui est la situation d'un possesseur de permis de travail temporaire), l'immigration tient plutôt du processus d'adoption : une fois le processus terminé, on fait partie de la famille au même titre que les enfants naturels. Parler d'intégration suppose que l'on aurait perdu des particularités propres qui nous différenciaient des Québécois, mais pourquoi ? C'est tout autant au Québec et à la société québécoise de s'adapter, et cela dans tous les domaines.

Une idée communément admise veut qu'une personne qui a émigré depuis plusieurs années se trouve dans une position où il lui est impossible de se sentir totalement chez elle dans son pays d'accueil alors qu'il lui est tout aussi impossible de retrouver sa place dans son pays d'origine. Le monde a changé, les gens ont changé, les réseaux dont elle faisait partie (familiaux, sociaux, professionnels...) se sont reconstitués sans elle, qui se retrouve perdue entre deux univers. Admettons ce cliché mais pour ajouter que cette situation d'entre-deux, qui existe indéniablement, semble

être devenue tout autant celle des ressortissants d'origine du pays d'accueil que celle des néo-nationaux. De même que les immigrants sont supposés s'intégrer, les « accueillants » sont supposés évoluer pour vivre en harmonie avec ceux qu'ils ont choisi d'admettre chez eux. Ils n'ont d'ailleurs guère d'alternative.

Pour le reste, identité, sentiment d'appartenance ou autre, c'est un processus plus délicat. Il existe plusieurs formes d'enracinement. Les plus fréquentes sont l'enracinement par les ascendants (attachement au lieu où ont vécu les parents, grands-parents, aïeux...), le conjoint (attachement au pays de celui-ci), les enfants (on s'installe là où on a eu des enfants et où ceux-ci ont fait leur vie), le travail. En ce qui me concerne, mes parents ne sont pas Québécois, mon conjoint non plus, mes enfants ne vivent pas ici, et mon travail est occasionnellement occasionnel.

Conclusion logique : la valise.

De fait, bien souvent je me suis demandé s'il ne fallait pas quitter ce pays. Bien sûr l'installation au Québec intervient à l'issue d'un long processus, pas toujours facile, qui a pu durer plusieurs années et qui représente un investissement important dont il

est normal que l'on fasse tout pour qu'il soit justifié. Mais bon... Ne vaut-il pas mieux faire demi-tour au plus tôt si l'on pense qu'on a fait fausse route ?

D'un autre côté, j'aime le Québec, profondément, sincèrement. Je m'y sens très bien. La vie y est paisible, sans agressivité inutile, les gens – de toutes origines – y sont charmants et ont une épaisseur humaine qui donne aux contacts une inégalable saveur et une très grande richesse. J'y ai pris mes repères, j'y ai des amis... et je voudrais dire toute l'admiration que j'ai pour les Québécois, que tant d'immigrants mésestiment parce qu'ils ne les connaissent pas, qui ont entrouvert pour moi les chroniques d'un peuple qui reste très discret sur une histoire loin d'être simple.

Est-ce à dire que je me sente moi-même Québécois ? Certes non ! Et je sais que je ne le serai jamais, et que je n'aurai jamais les mêmes droits qu'un Québécois. En revanche, je suis Montréalais et j'en suis fier. Montréal n'est pas la plus belle ville du monde, mais c'est ma ville.

## Le Québec idéal

Légalement, et bien que cela puisse déplaire à certains, je suis ici chez moi. Si je me réfère à nouveau au fameux slogan « Maître chez nous », j'ai donc moi aussi mon mot à dire. Et, si je me prenais à rêver d'un Québec idéal, j'avancerais les quelques vœux suivants, qui ne sont que la suite logique de ce que j'ai écrit précédemment :

J'aimerais pouvoir vivre en français comme c'était écrit dans la belle publicité en papier glacé que le Québec présente à l'étranger (avec une hypocrisie qui laisse bien mal augurer de la suite une fois que l'on met le pied à Montréal). Le français ici à Montréal c'est un peu comme le système métrique : quand vous lisez les documents sur le Québec, on vous dit qu'il a été adopté dans les années 70, mais quand vous commencez à discuter avec les gens vous avez intérêt à bien connaître les pieds et les pouces, en simple, au carré et au cube. Pour la langue, ça y ressemble beaucoup, sauf que le système métrique tend sans doute à gagner du terrain alors que, pour celle-ci, c'est l'inverse. De fait le français est en perdition – que dis-je ? en plein naufrage – à Montréal. La

cause principale en est le message insistant que tous les immigrants perçoivent et qui leur est répété inlassablement : faites le choix de l'anglais, faites-le pour vous, et surtout faites-le à tout prix pour vos enfants. Car c'est en anglais qu'ils réussiront, non à Toronto ou Vancouver, mais ici même, à Montréal.

La raison première de cet état de choses est certainement la lâcheté d'une classe politique qui, par faiblesse, par intérêt, pour un plat de lentilles, choisit de fermer les yeux et de nier l'évidence. Mais il existe une raison plus profonde, qui tient à la morbidité d'une société québécoise qui a depuis longtemps accepté le scénario de sa disparition. De même qu'on a pu écrire que la culpabilité vient parfois avant la faute, je dirais ici que la défaite vient avant la bataille. Elle est déjà programmée inconsciemment.

J'aurais bien une proposition personnelle pour tenter de requinquer un peu le français à Montréal mais elle tient de la fiction : il s'agirait d'y transférer la capitale de la province. Pour ce qui est des politiques, cela leur remettrait un peu les yeux en face des trous, à supposer qu'ils daignent sortir de leurs ghettos dorés ; et pour ce qui est des Montréalais, cela leur rappellerait que Montréal fait

bien partie du Québec, et non de l'Ontario.

Toute plaisanterie mise à part, je n'ai rien contre l'utilisation d'autres langues – je suis loin moi-même de me satisfaire du seul français et je ne pourrais sans doute pas vivre dans un monde unilingue – mais que l'on cesse donc de considérer cette pauvre langue française comme une tare et comme la bête à abattre.

J'aimerais aussi que l'on arrête sur le marché du travail de me considérer comme un être de seconde catégorie. Sans doute cela pourra-t-il mécontenter quelques matantes mais je ne crois pas que le Québec doive fermer les yeux sur cette question. Le problème de l'insertion professionnelle des étrangers doit faire l'objet d'un travail sérieux au bénéfice de tous. Je ne demande certes pas que soient reconnus automatiquement des diplômes dont je sais très bien qu'ils peuvent en certains endroits être obtenus en échange d'argent ou de services divers, mais la position malthusienne qui est actuellement celle du Québec risque à terme de se montrer contre-productive, et elle peut conduire à la création d'un contentieux préoccupant dont il faudra bien que ceux qui en sont responsables, et ceux qui ont laissé faire, paient le prix à l'avenir.

L'idéal à cet égard serait que tout candidat à l'immigration puisse savoir, au moins, avant de partir à quoi correspondront ses diplômes et ses qualifications sur le marché du travail québécois.

Il en va d'une certaine paix sociale dans un avenir proche. Le Québec, et le Canada, échapperont-ils au désastre qui se profile en Europe en matière de relations avec les immigrants et les populations issues de l'immigration ? Ils bénéficient au départ de conditions plus favorables car aucun contentieux colonial n'envenime *a priori* les relations avec ces communautés. Malgré cela, on peut être pessimiste car l'échec européen tient moins aux politiques d'immigration elles-mêmes qu'à un contexte économique général qui a petit à petit mis l'ensemble de la société au service d'une ploutocratie qui n'a cure de ce que l'on a coutume d'appeler le bien général. Étrange panorama en vérité : nous avons peu à peu délégué nos droits à une classe politique dont le mandat est de nous assurer, à tous, la sécurité, l'éducation, la santé, la culture, etc. Or cette classe semble bien s'être accaparé ces droits à son seul profit et à celui de ses alliés. Une oligarchie s'enrichit donc sans mesure alors que la situation empire pour l'ensemble de la population que l'on maintient la

tête tout juste hors de l'eau mais en l'assujettissant de plus en plus à des impératifs purement économiques.

En conclusion, je ne désire rien tant que d'être heureux au milieu de Québécois heureux. Or, il me semble souvent que ceux-ci n'aiment pas leur pays, comme ils n'aiment pas leur histoire, comme ils n'aiment pas leur langue.

J'ai déjà fait allusion à une littérature foncièrement pessimiste. Fernand Dumont, lui, évoque, après le foisonnement de projets, l'élan collectif et assumé de la Révolution tranquille, une société québécoise gestionnaire et individualiste qui redeviendrait conservatrice. Peut-être, je n'en jugerai pas, mais je regrette que cette société donne souvent le spectacle terne d'un consumérisme bien morose.

S'ils veulent garder à terme un certain contrôle sur leur province, les Québécois ont certainement intérêt à montrer un peu plus de confiance en eux-mêmes.

L'image que les immigrants ont des Québécois est d'abord celle que ceux-ci donnent d'eux-mêmes. Qu'ils prennent donc garde, avec leurs regrets, leurs rancœurs et leur méfiance, de ne pas nous convaincre qu'ils sont un peuple sans avenir.

## Post-scriptum

Je me rends compte tout à coup, en mettant le point final à cette petite *témoignalyse*, que j'ai oublié de parler de l'hiver. Je ne voudrais pas choquer les Québécois en omettant cette particularité dont ils sont si fiers. Au demeurant, je comprends et je respecte tout à fait la considération qu'ils portent à l'hiver. Celui-ci a très certainement dans l'imaginaire québécois, et donc dans la culture, une importance qui dépasse largement les dimensions météorologiques. Dans un pays où tout semble plus grand qu'ailleurs, l'immensité de l'hiver domine toutes les autres. Mais il n'est pas seulement question de température : l'hiver québécois n'est pas une saison, c'est une manière d'être, c'est une histoire. L'hiver est long, l'hiver est rude mais l'hiver raconte l'entêtement et l'opiniâtreté d'un peuple à résister envers et contre tout. Il ne représente pas qu'un climat difficile, c'est aussi la tristesse, la misère, la domination (de l'anglais, de l'argent) mais c'est ce qui sera vaincu grâce à la patience et à l'endurance des Québécois. Il a à proprement parler une dimension identitaire : il signifie quelque chose sur le caractère des habitants de ce pays et sur l'image qu'ils ont d'eux-

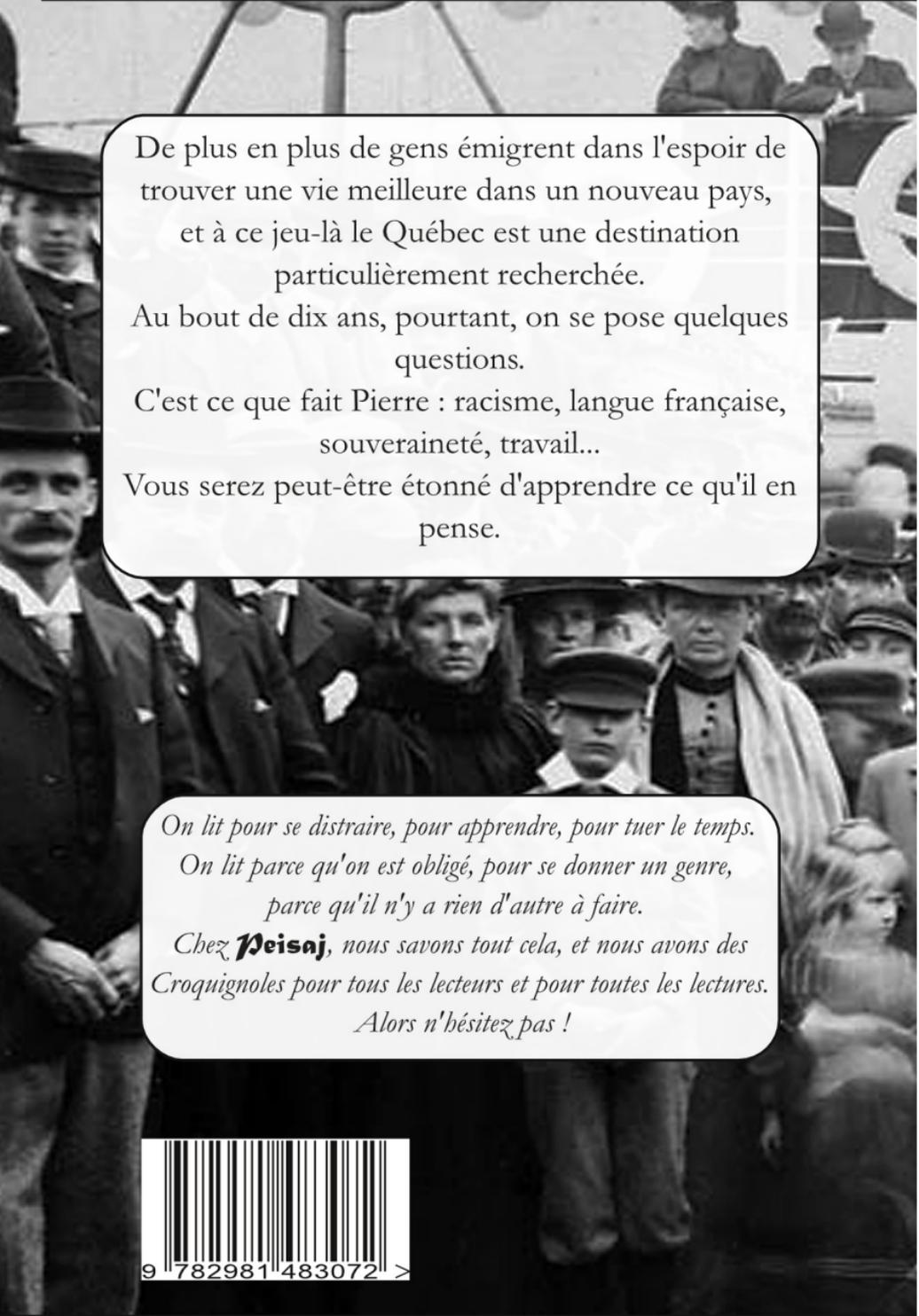
mêmes. C'est pourquoi tout Québécois vous demandera dès l'abord si vous avez déjà passé un hiver au Québec.

Cet imaginaire de l'hiver est une chose que j'aime au Québec. Pourtant la saison elle-même me laisse relativement indifférent.

Cela dit, il fallait en causer un peu. Voilà, c'est fait.

## SOMMAIRE

|                                  |       |
|----------------------------------|-------|
| Immigration choisie... par qui ? | p. 5  |
| Racistes, les Québécois ?        | p. 13 |
| La langue française              | p. 31 |
| La souveraineté                  | p. 53 |
| Entrer dans l'Histoire           | p. 63 |
| Le travail                       | p. 77 |
| Rester ou partir ?               | p. 93 |



De plus en plus de gens émigrent dans l'espoir de  
trouver une vie meilleure dans un nouveau pays,  
et à ce jeu-là le Québec est une destination  
particulièrement recherchée.

Au bout de dix ans, pourtant, on se pose quelques  
questions.

C'est ce que fait Pierre : racisme, langue française,  
souveraineté, travail...

Vous serez peut-être étonné d'apprendre ce qu'il en  
pense.

*On lit pour se distraire, pour apprendre, pour tuer le temps.*

*On lit parce qu'on est obligé, pour se donner un genre,  
parce qu'il n'y a rien d'autre à faire.*

*Chez **Beisaj**, nous savons tout cela, et nous avons des  
Croquignoles pour tous les lecteurs et pour toutes les lectures.*

*Alors n'hésitez pas !*

